

COMMUNES DE ROSEAUX, PESTEL ET BEAUMONT ÉVALUATION TERRITORIALE

AOÛT 2022



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC

© Photo, équipe ACTED, Commune de Beaumont, Haïti, 2022

REACH Informing
more effective
humanitarian action

Evaluation territoriale Roseaux, Pestel et Beaumont (ABA)

Réalisée par REACH Initiative (REACH) en collaboration avec l'Agence Française de Développement (AFD), l'Agence Suisse pour le Développement et la Coopération (SDC) et ACTED.

A propos de REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).

Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org. Vous pouvez nous contacter directement à : geneva@reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : @REACH_info.

Aperçu

Haïti est soumis à plusieurs aléas naturels, principalement sur la péninsule du Grand Sud. Le département de la Grand'Anse a notamment été touché par plusieurs catastrophes naturelles relativement récentes et a été le plus impacté par l'ouragan Matthew en octobre 2016, l'un des plus touchés par le tremblement de terre du 14 août 2021¹.

Les communes de Roseaux, Beaumont et Pestel situées à l'Est du département font donc parties des plus sinistrées, avec des proportions de maisons endommagées et détruites parmi les plus importantes du département (allant jusqu'à 3% des maisons évaluées)². Dans le département de la Grand'Anse, 25 982 maisons ont été soit faiblement ou fortement endommagées et 8 648 détruites, affectant 173 000 personnes³.

Ainsi, la Grand'Anse est le 2^e département après l'Ouest (avec les Nippes) à avoir la plus grande proportion de personnes dans le besoin (PiN)⁴. Parmi les communes affectées, Beaumont, Pestel et Roseaux (comptant, selon une estimation

faite en 2015, respectivement 31 580, 39 428 et 35 726 habitants)⁵ ont été identifiées comme 3 des 14 communes ayant le plus de bâtiments endommagés/détruits⁶. Également, les infrastructures sanitaires et de distribution d'eau potable ont aussi été fortement endommagées, voire détruites².

Vu un tel contexte et la dégradation de l'accès aux services de base due au passage des catastrophes naturelles, les groupes de population de ces communes ont vu leurs conditions de vie s'empirer.

REACH, en partenariat avec l'Agence Française de Développement (AFD), l'Agence Suisse pour le Développement et la Coopération (SDC) et ACTED, a conduit une évaluation territoriale dans ces trois communes. L'objectif était d'informer les acteurs humanitaires du département de la Grand'Anse sur les capacités, la vulnérabilité et la redevabilité dans ces zones touchées par le séisme d'août 2021 dans un souci de relèvement inclusif et concerté. A noter

aussi que cette évaluation a été menée 9 mois après le séisme.

Cette évaluation a été réalisée suivant une méthodologie mixte conjuguant une cartographie ainsi qu'une approche à la fois quantitative et qualitative. Toutes les sections communales (12) ont été sélectionnées dans le cadre de l'enquête, à l'exception des îles Cayemittes (commune de Pestel). La cartographie a permis la réalisation d'une carte de couverture des infrastructures sociales de base disponibles (points d'eau, établissements de santé, bâtiments publics, écoles, marchés). Néanmoins, il a été impossible durant la collecte de données de les cartographier toutes, en s'informant sur leur état et les principales contraintes. Pour le volet quantitatif, deux questionnaires ont été conduits avec des informateurs clés (IC) présents lors de l'enquête au niveau des infrastructures sociales de base (71 enquêtes menées) et des ménages touchés pas le séisme (282 enquêtes menées). Pour le volet qualitatif, des groupes de discussion avec les ménages ont été organisés

; et cela à travers les sections communales - exception faite pour Fond Cochon, pour des raisons de sécurité. Des entretiens individuels avec des autorités locales et des responsables d'Organisations Communautaires de Base (OCB) ont aussi été organisés.

La collecte de données s'est déroulée du 28 avril au 13 mai 2022. Pour des raisons opérationnelles et sécuritaires, la collecte de données relatives aux ménages au niveau de la commune de Roseaux n'a pu être complétée en présentiel. Aussi, le 19 mai 2022, une phase d'entretien ménages par téléphones a permis de compléter l'échantillon établi.

Résultats clés

Tendances observées

Il est à rappeler que les communes d'évaluation viennent de subir deux chocs

¹ Selon l'Institut d'études géologiques des Etats-Unis (USGS). [MapAction | Haïti Grand'Anse | Topographie et intensité du tremblement de terre | Carte | Août 2 | EN](#)

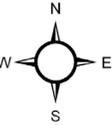
² Ces maisons ont été évaluées par la Direction de la Protection Civile du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales. [MapAction | Haïti Grand'Anse et Nippes | Dégâts et victimes par section communale | Carte | Août 2021 | EN](#)

³ [Rapport d'étape n°1 / Rapport de situation no11, Centre d'opérations d'urgence national, 4 septembre 2021 | EN](#)

⁴ [OCHA | Haïti | Aperçu des besoins humanitaires | Rapport | Février 2022 | FR et OCHA | Statistiques de population | Base de données | avril 2021 \(dernière mise à jour : août 2021\) | EN](#)

⁵ [Population totale par sexe, population de 18 ans et plus estimés en 2015](#), Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) et Direction des Statistiques Démographiques et Sociales (DSDS), mars 2015

⁶ [Suivi du déplacement et évaluation des dommages, OIM, Direction Générale de la Protection Civile \(DGPC\), septembre 2021](#)



- Route départementale
- Route nationale
- Rivières
- Zone urbaine
- Limite de section communale
- Commune enquêtée
- Limite de commune

REACH An initiative of
IMPACT Initiatives,
ACTED and UNOSAT

successifs; le cyclone Matthew en 2016 et le séisme d'août 2021, 5 ans après. Vu les dégâts causés par les catastrophes⁷, selon les résultats de l'évaluation, il existe de forts besoins au niveau des infrastructures sociales de base. D'avantage, la cartographie réalisée n'a permis d'identifier qu'un nombre très réduit parmi ces services de base notamment en ce qui concerne les populations les plus reculées (ces dernières étant éloignées, en mauvais état et faisant face à une longue distance à parcourir et à des frais de transport trop élevés).

Les conditions alimentaires et moyens d'existence restent difficiles au niveau des communes évaluées, en ce sens où l'accès à la nourriture reste compliqué. D'après ce qui a été rapporté par les ménages, le séisme a détruit une grande partie de l'agriculture et l'élevage et les gens n'ont pas les moyens (manque de moyens financiers) de se relever. Plus de la moitié des ménages ont rapporté ne pas avoir accès à une activité économique, car l'agriculture, qui constituait la principale activité économique des gens, a été durement touchée.

En effet, pour ce qui concerne les établissements de santé, il y a urgence dans le sens où ils sont, pour la plupart, endommagés, sous-

équipés en matériels logistiques et médicaux et manquent de personnel qualifié pour répondre aux besoins de la population. A ce propos, la majorité des ménages ont rapporté ne pas avoir accès à des services de santé adéquats et que le dit accès s'est de plus en plus détérioré.

Aussi, l'accès à l'eau reste difficile, la majorité des ménages ont rapporté que cela reste insuffisant ou à peine suffisant. Certains sont à la merci de la pluie pour collecter de l'eau dans des bâches, utilisés comme récipients. En ce qui concerne l'assainissement, les latrines ont été, pour la majorité, endommagées. Les ménages ont rapporté que l'ensemble, ou presque, de la population n'a pas de latrine. En ce sens, **la pratique de la défécation à l'air libre (DAL)** est très pratiquée par les ménages. Ces derniers n'ayant pas les moyens pour construire des latrines.

Au niveau du service éducatif, l'accès reste difficile. Les structures sont endommagées et les ménages ont rapporté avoir des difficultés avec le paiement des frais d'écolage, jugés trop élevés. Ajouter à cela, l'absence de professeurs dans les salles de classe (due à des arriérés de salaire), l'absence de tout service éducatif - dans certaines sections communales - adressé

aux enfants les plus âgés, le niveau d'études le plus élevé étant la 9ème ou la 6ème année, dans certaines écoles.

Enfin, les besoins humanitaires exprimés par les ménages sont multiples. Les principaux besoins humanitaires rapportés par ces derniers sont un soutien aux activités économiques, une aide en alimentation et une aide en abris et biens non alimentaires.

Démographie

- Les ménages comptent en moyenne 6 personnes, dont 35% de membres sont mineurs.
- Plus de la moitié des ménages enquêtés au niveau des 3 communes compte au moins une personne vulnérable (ménage avec un enfant séparé ou non accompagné, femme allaitante ou enceinte, au moins une personne vivant avec un handicap).

Eau Potable, hygiène et assainissement (EPHA)

- L'accès à l'eau semble restreint au niveau des communes évaluées. **76% des**

ménages rapportent avoir accès à l'eau de façon insuffisante ou pas du tout suffisante. Seuls 22 points d'eau ont pu être cartographiés dans l'ensemble des trois communes au cours de la collecte de données, ces points d'eau étant partiellement fonctionnels ou non fonctionnels, un nombre relativement faible par rapport au nombre d'habitants. Par ailleurs, **91% des points d'eau font face à des problèmes. Près de la moitié déverse de l'eau de mauvaise qualité ou le débit d'eau étant insuffisant pour répondre au besoin des communautés,** rapportent les IC. Selon les participants des groupes de discussion, les ménages utilisent l'eau de la rivière ou l'eau de la pluie pour combler ses besoins en eau (2/12).

• L'accès aux latrines des ménages au niveau des trois communes évaluées est difficile. En effet, **43% des ménages au niveau de la commune de Roseaux, 56% sur Pestel et 71% sur Beaumont ont rapporté ne pas avoir accès à des latrines.** Les participants des groupes de discussion ont rapporté que la défécation à l'air libre (DAL) est très pratiquée au niveau des communautés, car le séisme a détruit les seules latrines



qui étaient encore utilisables. Un risque sanitaire majeure qui serait à considérer dans la réponse humanitaire pour éviter la propagation des maladies hydriques.

Abris et biens non alimentaires (ABNA)

- Les conditions de logement des ménages restent préoccupantes. En effet, les participants des groupes de discussion ont rapporté que les maisons étaient déjà détruites ou gravement endommagées depuis Matthew en 2016 (8/12) et que le séisme a détruit la majorité des maisons restantes (6/12). 43% des ménages vivent sans abris, dans des abris de fortune ou improvisés, des abris collectifs, des tentes, des constructions non destinés au logement ou des bâtiments inachevés (non couverts/non terminés). Au niveau de leur état, **72% des ménages ont rapporté des dommages au niveau des murs de leurs abris.**
- 84% des ménages ont rapporté avoir eu des difficultés à se procurer des biens non alimentaires (BNA), au cours des 3 mois précédant la collecte de données. Parmi eux, plus que la moitié (69%) évoque les prix trop élevés comme principale difficulté.

Santé

- L'accès à la santé reste difficile pour les ménages. **72% sur Roseaux, 83% sur Pestel et 93% sur Beaumont rapportent de ne pas avoir accès à des services de santé adéquats.** 65% des ménages sur les trois communes évaluées évoquent une détérioration dans leur accès à ces services. Les principaux problèmes de fonctionnement évoqués sont : i) le manque d'infrastructures, ii) le manque d'équipement logistiques (médicaments, matériels, etc.), iii) le manque de ressources humaines disponibles et qualifiées et, iv) le manque de soins disponibles.
- Les principaux problèmes de santé rencontrés par les ménages sont le paludisme/fièvre, les maladies chroniques, le toux et rhume et la typhoïde. Des cas de grattelle ont été également rapportés sur la section communale de Carrefour Charles (commune de Roseaux).

Éducation

- L'accès à l'éducation reste relativement satisfaisant bien qu'avec des limites. **68%**

des ménages sur Roseaux, 66% sur Pestel et 73% sur Beaumont ont rapporté que leurs enfants en âgés scolaire sont inscrits dans une école (formelle, non formelle, informelle ou alternative)⁸.

- Cependant, les ménages identifient des barrières à l'éducation pour leurs enfants. Parmi elles, les frais de scolarité qui sont trop élevés (82% sur Roseaux, 92% sur Pestel et 65% sur Beaumont) ou que les enseignants arrêtent de travailler (9% sur Roseaux, 8% sur Pestel et 5% sur Beaumont). Dans les groupes de discussion, les participants ont rapporté que les écoles sont, pour la plupart, endommagées/détruites (2/12). Ils ont aussi indiqué qu'il y a un manque de personnel et de financement car les professeurs ne sont pas toujours présents, faute des arriérés de salaire (5/12).

Sécurité alimentaire, marchés et moyens de subsistance

- Les participants des groupes de discussion ont rapporté que l'agriculture et l'élevage qui constituaient la principale source de revenu des ménages ont été détruits au passage des catastrophes. En ce sens,

l'accès à la nourriture est compliqué pour tout le monde parce que les catastrophes ont empiré la capacité des gens à s'en procurer. Par ailleurs, **86% des ménages sur Roseaux, 84% sur Pestel et 97% sur Beaumont ont rapporté ne pas avoir accès à suffisamment de nourriture pour couvrir leurs besoins.** Les ménages ont indiqué une détérioration quant à leur accès aux biens alimentaires au cours des derniers mois précédant la collecte de données (Roseaux : 80% ; Pestel : 67% ; Beaumont : 91%).

- L'accès à des activités génératrices de revenu semble préoccupant pour les ménages qui, désormais, en manque de moyens (semences de qualité, moyen financier) pour produire suffisamment de nourriture, selon ce qui a été rapporté par les participants des groupes de discussion. En effet, **plus de la moitié des ménages sur les 3 communes (59%) ont indiqué ne pas avoir accès à des activités économiques** et, 83% ont indiqué une détérioration à cet accès au cours des 3 mois précédant l'enquête.

⁸ Être inscrit ne signifie pas aller physiquement à l'école mais que l'enfant était enregistré, affilié et inscrit auprès d'une école.

TABLE DES MATIÈRES

Protection

- **Plus de la moitié des ménages (64%) ont rapporté se sentir en sécurité dans leur lieux d'installation.** Toutefois, les ménages ont rapporté avoir fait face à certains problèmes d'insécurité dans leur commune, comme des restrictions de mouvement (Roseaux : 23% ; Pestel : 6% ; Beaumont : 10%) dû à l'insécurité dans les rues (Roseaux : 65% ; Pestel : 40% ; Beaumont : 0%) ou à l'état des routes qui ne permet pas le déplacement (Roseaux : 30% ; Pestel : 20% ; Beaumont : 43%). Les participants des groupes discussion ont rapporté se déplacer en groupe pour cause d'insécurité ou qu'ils ont des difficultés dans la circulation hors de leurs sections communales respectives.

Accès à l'information

- Le manque de partage d'information constitue la principale difficulté d'accès à l'information aux ménages, en ce sens que **ceux qui reçoivent l'information au sujet des infrastructures et services de base ne la partagent pas au reste de la communauté (Roseaux : 38% ;**

Pestel : 33% ; Beaumont : 28%). Les leaders communautaires et les autorités locales constituent leur principale source d'information à travers la radio et des faces à face.

Assistance humanitaire

- **La majorité des ménages (Roseaux : 96% ; Pestel : 75% ; Beaumont : 78%) a rapporté ne pas avoir reçu une assistance humanitaire,** au cours des 3 derniers mois précédant la collecte de données.
- Parmi ceux qui ont bénéficié de l'assistance, un cinquième de ménages (20%) a rapporté ne pas être satisfait de l'aide. La principale raison évoquée était que le **type d'aide fourni n'était pas approprié à leur besoin (Pestel : 67% ; Beaumont : 25%).** Aussi, certains ont mentionné une forme de discrimination lors du processus de ciblage vis-à-vis de certains groupes de personnes. Au niveau des groupes de discussion, les participants abondent dans le même sens et rajoutent qu'ils ne sont jamais impliqués dans les décisions prises en faveur de la communauté.

3 Résumé

8 Introduction

12 Méthodologie

14 Résultats

14	Démographie
15	EPHA
17	Abris et AME
20	Santé
23	Education
24	Sécurité alimentaire, marchés et moyens de subsistance
29	Gouvernance et accès à l'information
30	Protection
31	Assistance humanitaire

32 Conclusion

INTRODUCTION



Successivement, le département de la Grand'Anse a été touché par un cyclone (Matthew, 2016) et tremblement de terre (séisme du 14 août 2021), ce qui a fragilisé les activités économiques et les infrastructures de services de base existantes sur le département.

Les départements du Grand Sud tout comme les communes de Roseaux, Pestel et Beaumont ont été fortement touchés par le séisme du 14 août 2021 que ce soit dans les secteurs sociaux (santé, éducation, logement) ; productifs (agriculture, commerce, industrie, services financiers, tourisme) ; infrastructures ou d'autres secteurs transversaux⁹.

Il convient de souligner que, suite au séisme, une évaluation post-catastrophe a été menée , sur le Grand Sud, faisant état de plus d'un million de dollars américains en termes de dommages dans différents secteurs comme l'agriculture, le commerce, l'industrie et les services financiers ainsi que le tourisme. Les besoins de relèvement étant élevés à près de deux millions de dollar américain dont, 76% de ce montant

pour les secteurs sociaux⁹.

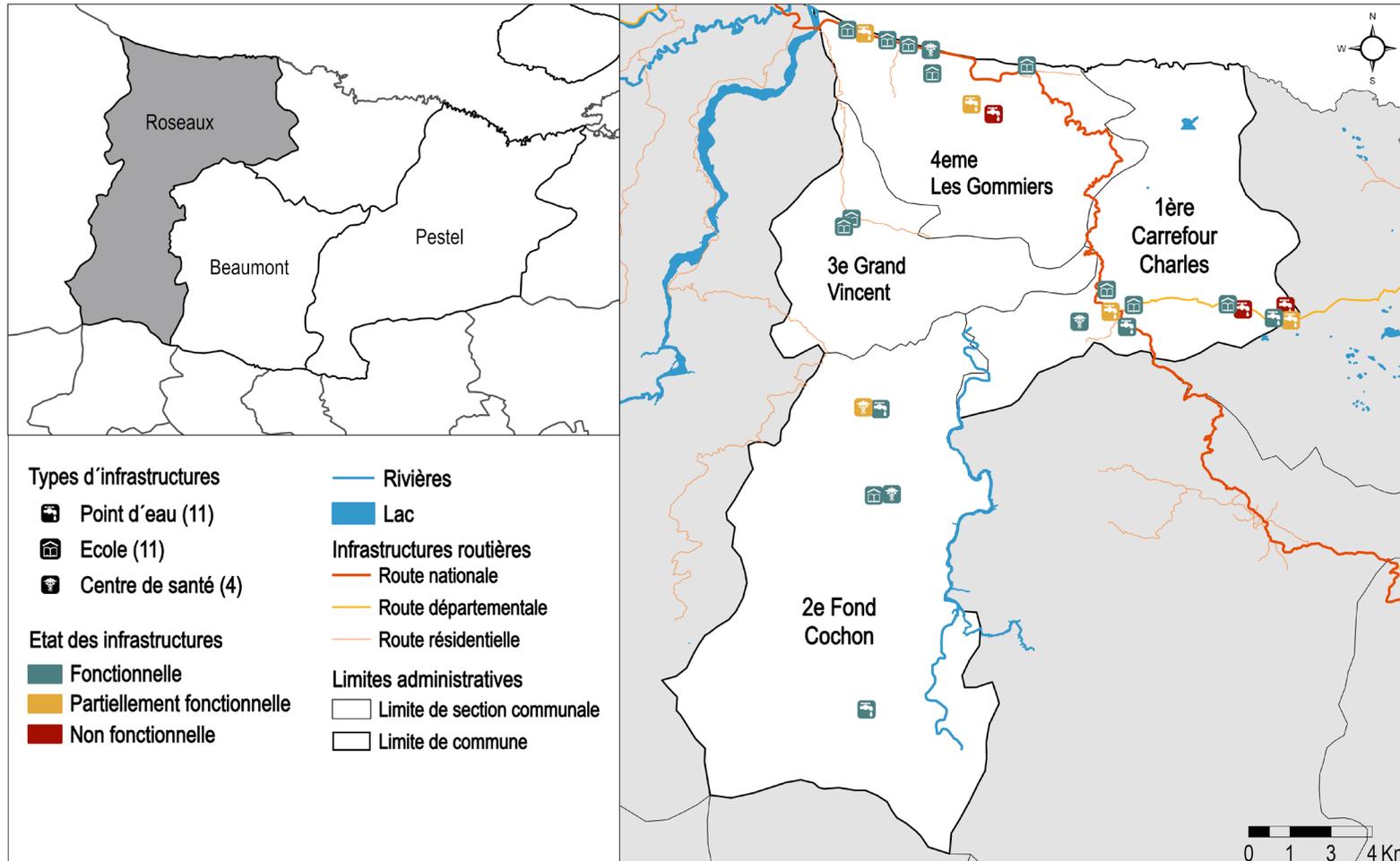
Pour apporter une réponse immédiate suite au séisme, le Système National de Gestion des Risques de Désastre Naturel (SNGRD) , le Centre d'Opérations d'Urgence National (COUN) et les Centres d'Opérations d'Urgence Départementaux ont été activés et, sous les directives de la Direction Générale de la Protection Civile (DGPC), des priorités ont été identifiées, à savoir les besoins immédiats, les produits de premières nécessités, l'appui psychosocial et la prise en charge des personnes déplacées pour apporter une meilleure réponse à la population du Grand Sud face au séisme.

En suite, vu les dégats causés par le séisme, des besoins ou des stratégies de relèvement ont été identifiés dans différents secteurs, dont l'agriculture, la santé, l'éducation, le logement, l'eau et l'assainissement, etc. à travers des stratégies à court, moyen et long terme. Ces stratégies visaient à atténuer les effets et dommages causés par le séisme ou les récents chocs sur le Grand Sud.

Pour cette évaluation territoriale, il convient de souligner qu'elle couvre uniquement trois (3) communes du département de la Grand'Anse (Roseaux, Pestel, Beaumont) et, neuf (9) secteurs ont été choisis pour mener l'enquête: démographie, abris et biens non alimentaires (ABNA), sécurité alimentaire et moyens d'existence (SAME), eau potable, hygiène et assainissement (EPHA), santé, éducation, protection, assistance humanitaire et redevabilité.

⁹ Etude menée par le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) avec l'appui de l'UNICEF, l'Union européenne, la Banque mondiale et le BID. [Haïti: Évaluation Post-Désastre - Séisme du 14 août 2021 dans la péninsule sud - Résumé exécutif. Octobre 2021 | HumanitarianResponse](#). Site consulté le 10/08/2022

Carte 2. Cartographie des infrastructures sociales de base enquêtées sur la commune de Roseaux



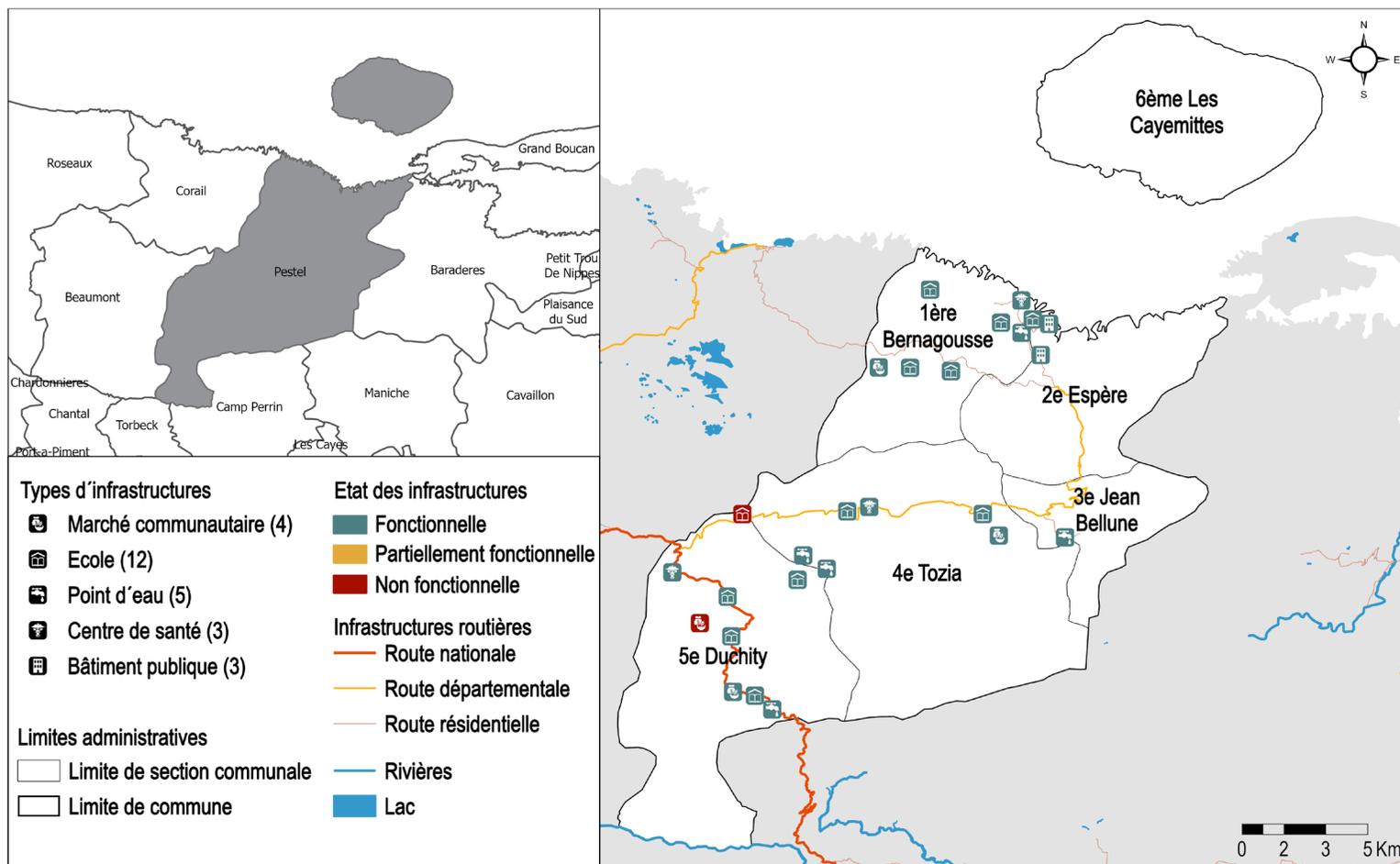
De nombreuses infrastructures ont pu être insérées dans la cartographie de Roseaux. Vingt-six (26) infrastructures ont pu être cartographiées sur les différentes sections communales de la commune.

La majorité a pu être cartographiée à proximité de la route nationale ou limitrophe à la commune de Corail. Ainsi, moins de la moitié des ménages ont rapporté l'existence d'un établissement de santé adéquat au sein de la commune. De plus, les ménages vivant sur la commune ont rapporté plusieurs barrières pour accéder aux services éducatifs, notamment les coûts liés à l'éducation et le manque d'offre de services éducatifs, en particulier pour les enfants les plus âgés. Par ailleurs, le document de Plan de relèvement post-cyclone¹⁰ sur la commune de Beaumont en 2017, suite au passage du cyclone Matthew en 2016, a fait mention de très peu de centres de santé (avec des problèmes au niveau de la toiture ou manque d'équipements et de personnel ou inachevés); absence de réseaux d'adduction (sinon, quelques sources d'eau, non captées pour la majorité, etc.).

¹⁰ PNUD, Plan de relèvement post-cyclone, commune de Roseaux, Département de la Grand'Anse, janvier 2017, p. 17-18. Site consulté le 10/08/2022



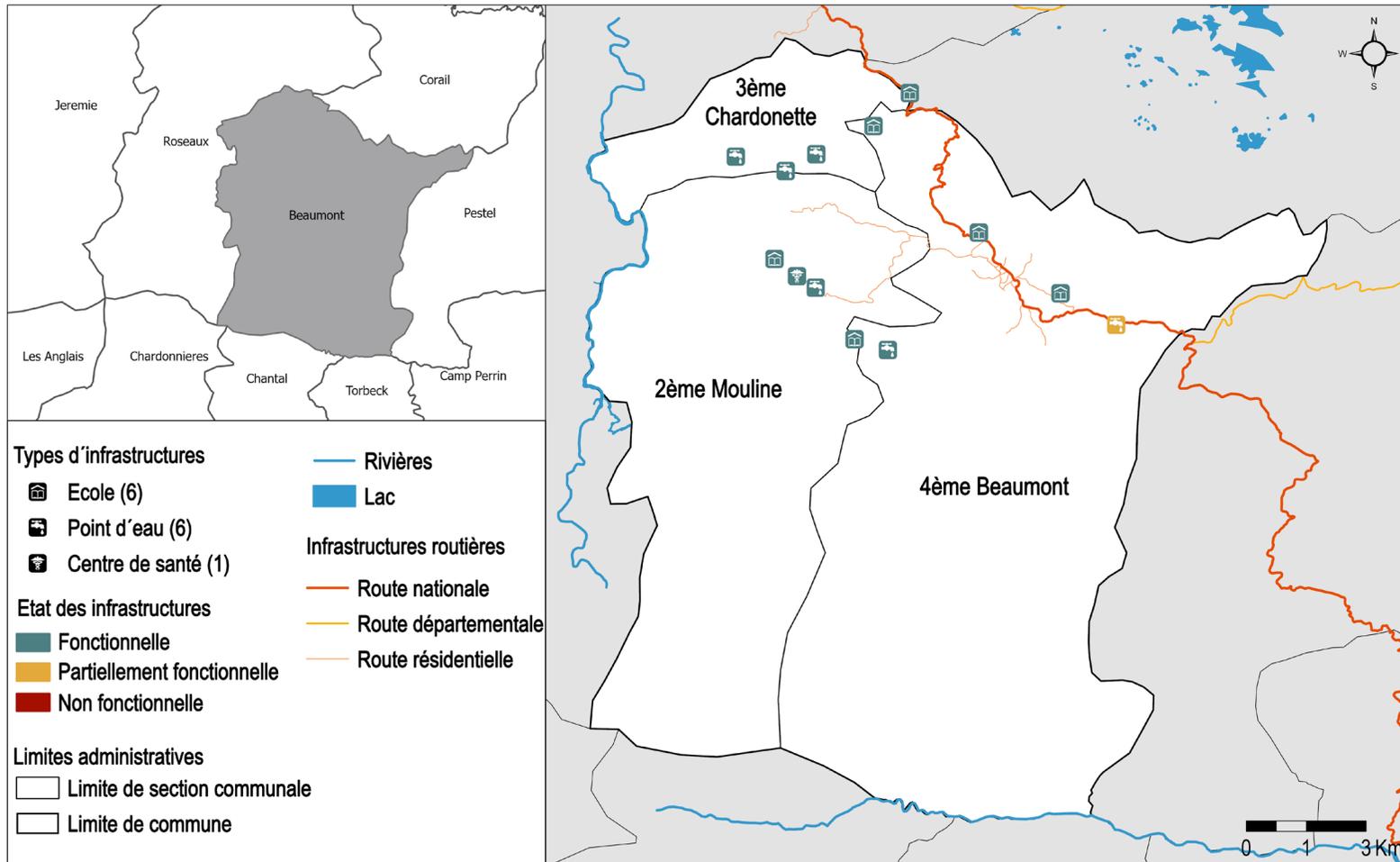
Carte 3. Cartographie des infrastructures sociales de base enquêtées sur la commune de Pestel



Environ une trentaine d'infrastructures sociales de base ont été cartographiées au niveau de la commune de Pestel. Bien que la répartition de ces infrastructures semblent relativement homogènes entre les cinq sections enquêtées, l'accès aux services de bases reste très restreint pour les ménages de la commune. Particulièrement, le maillage en matières d'infrastructures d'eau potable, d'hygiène et d'assainissement ne permet pas de couvrir l'ensemble des besoins des ménages de la commune.

Ainsi, 88% des ménages avaient un accès insuffisant à très insuffisant. En effet, pour la majorité des ménages, la principale source d'eau était l'eau de pluie (53%) stockée avec des bâches. Selon les participants aux groupes de discussion, la majorité des ménages de la commune n'ont pas accès à des latrines (4/5). De plus, la moitié des établissements de santé et d'éducation enquêtées étaient fortement endommagés. Cette situation mets en lumière un besoin d'assistance humanitaire et de développement pour la réhabilitation d'infrastructures sociales au niveau de la commune.

Carte 4. Cartographie des infrastructures sociales de base enquêtées de la commune de Beaumont



La majorité des infrastructures cartographiées au niveau de la commune de Beaumont sont à la frontière avec la commune de Corail. En effet, ces services et infrastructures sont situées au bord des routes nationales et départementales. Au vu du nombre restreint de routes dans la commune, l'accès aux services pour les habitants du sud de la commune résulte très restreint.

Ainsi, des difficultés particulières dues à d'importantes distances ou au manque d'équipement ont été enregistrées au niveau des établissements scolaires et de santé. Cela contraint à des déplacements dont le coût est souvent important pour les ménages. En outre, il semblerait que le maillage d'infrastructures sociales de base soit moins développé dans le sud de la commune.

Par ailleurs, le document de Plan de relèvement post-cyclone¹¹ sur la commune de Beaumont en 2017, suite au passage du cyclone Matthew en 2016, avait mentionné l'absence de réseau d'adduction en eau à travers les différentes sections communales.

11 PNUD, Plan de relèvement post-cyclone, commune de Roseaux, Département de la Grand'Anse, janvier 2017. p. 17-18-19. Site consulté le 10/08/2022



Dans le cadre de cette évaluation territoriale, conduite du 28 avril au 19 mai 2022, une méthodologie mixte alliant une cartographie ainsi qu'une approche à la fois quantitative et qualitative a été appliquée. Pour l'approche quantitative, deux volets ont été mise en place dans le cadre de l'évaluation afin de fournir des informations sur la situation des populations vivant au sein des sections communales impactées par le séisme d'août 2021 en termes d'accès aux infrastructures et services de base ainsi que des conditions de vie des populations des communes de Roseaux, Pestel et Beaumont.

Composantes

Cartographie des services et des infrastructures sociales de base : 71 IC¹², responsables de la gestion de service de base, ont été interrogés au moment de la collecte de données à travers les 3 communes ciblées. Ces derniers ont été enquêtés concernant 22 points d'eau, 29 établissements scolaires, 5 marchés, 7 bâtiments publics et 8 établissements de santé. Il convient de souligner que les données obtenues sur les infrastructures sociales de base enquêtées sont indicatives. La collecte de données s'est déroulée du 28 avril au 7 mai 2022.

Entretiens ménages : Au total, 282

ménages ont été interrogés (90 ménages sur Roseaux, 95 ménages sur Pestel et 97 ménages sur Beaumont)¹³. Il convient de souligner que des enquêtes ménages ont été également conduites par téléphones, en date du 19 mai 2022, pour des raisons opérationnelles et sécuritaires. L'évaluation pour les ménages a été construite sur la base d'un échantillon aléatoire stratifié en appliquant un intervalle de confiance de 95% et une marge d'erreur de 10% d'échantillonnage, calculés à partir du nombre de personnes vivants dans les communes couvertes par l'évaluation. Cette méthode a permis d'obtenir des données représentatives des ménages sur

Tableau 1. Nombre de ménages enquêtés, par commune

Communes enquêtées	Nombre de ménages enquêtés
Roseaux	90
Pestel	95
Beaumont	97
Total	282

les sections communales, la méthode de répartition de points GPS aléatoire a été retenue. Un tirage aléatoire de points GPS a été réalisé sur la base d'une analyse géo-spatiale de la distribution de la population d'Haïti¹⁴. La collecte de données s'est déroulée du 28 avril au 19 mai 2022.

Entretiens avec des IC issus des autorités locales et de la société civile : 11 entretiens semi-structurés auprès des autorités locales (Maires, Coordonnateur du Conseil d'Administration de la Section Communale – CASEC) et des responsables d'Organisation Communautaire de Base (OCB) ont été organisés. Ces entretiens ont été tenus sur

11 sections communales, à l'exception de la section communale de Fond Cochon pour laquelle seul 3 entretiens ont pu être complétés pour des raisons opérationnelles et sécuritaires au moment de la collecte de données. Ces entretiens ont été menés du 28 avril au 7 mai 2022.

Groupes de discussion : 12 groupes de discussion ont été réalisés au niveau de chaque section communale des communes d'évaluation, à l'exception des îles Cayemittes pour des raisons opérationnelles. Chaque groupe de discussion, mixte, comptait entre 8 à 10 participants. Cette collecte s'est déroulée du 28 avril au 13 mai 2022.

¹² Les IC enquêtés pouvaient être des gestionnaires d'infrastructures, du personnel travaillant au sein de la structure de services (type directeur d'école; infirmier; agent d'entretien) ou encore des utilisateurs
¹³ L'échantillon des données collectées au niveau de la commune de Roseaux n'a pu être complété. En ce sens les données pour cette commune doivent être considérées comme indicatives et non-représentatives.
¹⁴ [Distribution spatiale de la population en 2020, Haïti, WorldPop](#), novembre 2018

Tableau 2. Nombre d'IC interrogés par type d'infrastructures et services sociaux de base et par commune

Point d'eau	École	Marché	Centre de santé	Bâtiment public
Commune de Roseaux				
11	11	1	4	4
Commune de Pestel				
5	12	3	3	3
Commune de Beaumont				
6	6		1	

Défis et limites

- Bien que la cartographie des infrastructures et des services sociaux de base ait été réalisée à l'aide d'un traçage GPS et la disponibilité de base de données, il est fort possible que certaines infrastructures n'aient pas été cartographiées. Des efforts de triangulation restent à faire au niveau des communes pour ces infrastructures.
- L'échantillon ménages n'a pas été complété pour la commune de Roseaux. En ce sens, il convient de considérer ces données comme indicatives et non pas représentatives. Aussi, des enquêtes ont été conduites par téléphones pour essayer de compléter l'échantillon. Et, pour le qualitatif, au niveau de la section communale de Fond Cochon, pour des raisons de sécurité, l'entretien n'a pu être mené.
- Pour des raisons sécuritaires et opérationnelles, la collecte de données n'a pas eu lieu sur la 6^e section communale de Pestel (les îles Cayemittes).
- La méthode utilisée pour sélectionner les ménages enquêtés aléatoirement peut favoriser l'enquête de ménages possédant un abri. Ce faisant, les ménages sans abris pourraient avoir été sous représentés dans l'évaluation au niveau des enquêtés ménages.

RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION



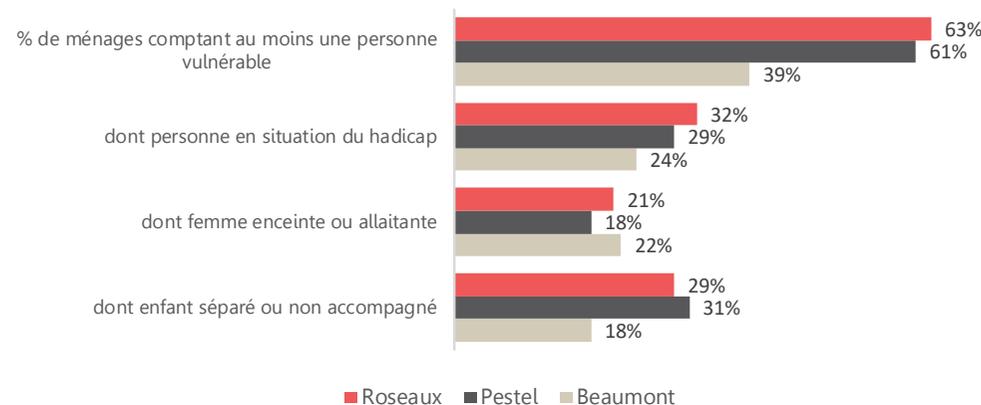
👤 Démographie

Selon les données officielles, Haïti affiche une croissance annuelle de population de plus de 1%¹⁵ (1,20%) pour l'année 2020, avec plus de 11 millions d'habitants¹⁶ (11 946 331, en 2021) pour une superficie de 27 065 km². Aussi, le pays compte 1,2 millions de femmes enceintes, allaitantes, mères célibataires et 2,2 millions d'enfants de moins de 5 ans ou en âge d'être scolarisés et 114 500 personnes en situation de déplacements (PDI, retournés, rapatriés, expulsés) en 2011¹⁷.

Le département de la Grand'Anse compte un nombre de plus de 489 000 habitants réparti sur ces 12 communes. Selon les données collectées, les ménages comptent en moyenne 6 personnes; dont 2 sont des mineurs (Roseaux : 32% ; Pestel : 34% ; Beaumont : 32%). Sur l'ensemble, les ménages comptent 35% des membres mineurs.

En outre, dans environ la moitié des ménages enquêtés parmi les trois

Graphique 1. Pourcentage de ménages comptant des personnes vulnérables, par commune



communes se trouvait au moins une personne vulnérable¹⁸ (39% sur Beaumont, 61% sur Pestel et 63% sur Roseaux).

Environ un tiers des ménages des trois communes compte au moins un membre vivant avec un handicap (Roseaux : 32% ; Pestel : 29% ; Beaumont : 24%), au moins une femme enceinte ou allaitante parmi ses membres (Roseaux : 21% ; Pestel : 18% ; Beaumont : 22%) ou au moins un enfant séparé ou non accompagné (Roseaux : 29%

; Pestel : 31% ; Beaumont : 18%).

Selon ce qui a été rapporté, environ la moitié des ménages (Roseaux : 52% ; Pestel 47% ; Beaumont : 43%) ont à leur tête une femme comme Chef de ménage, majoritairement constitué de famille monoparentale (veuf/veuve, célibataire, séparé/ée). Ce statut concerne 19% des femmes contre 8% pour les hommes. Ainsi, il serait important que les acteurs humanitaires en tiennent (plus de femmes sont responsables de ménage mono parental, comparé aux hommes)

compte dans les projets visant à améliorer les conditions de vie de la population.

L'âge moyen du chef de ménages au niveau des trois communes d'évaluation est de 55 ans.

¹⁵ Croissance de la population (% annuel) - Haïti | Data (banquemondiale.org). Site consulté le 27/06/2022

¹⁶ Haïti • Fiche pays • PopulationData.net. Site consulté le 27/06/2022

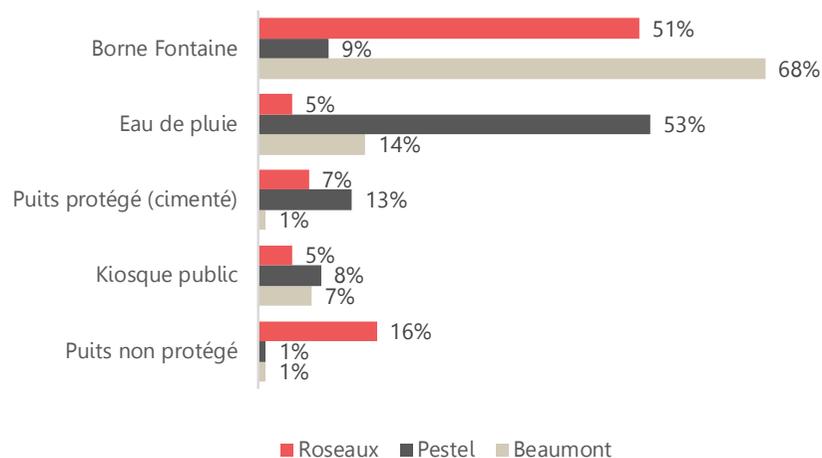
¹⁷ Haïti : Aperçu des besoins humanitaires (HNO) 2021 | HumanitarianResponse. Site consulté le 27/06/2022

¹⁸ Personnes vulnérables prises en compte: personnes en situation de handicap, femmes enceintes ou allaitantes, enfants séparés ou non accompagnés. Les personnes atteintes de maladies chroniques n'ont pas été prises en compte ici.

Accès à l'eau

Dans le cadre de l'enquête sur les infrastructures, 22 points d'eau ont été répertoriés à travers les trois communes d'enquêtes dont 11 sur Roseaux, 5 sur Pestel et 6 sur la commune de Beaumont. Il convient de souligner que l'accès à l'eau reste difficile au niveau des trois commune d'étude. En effet, **76% des ménages des trois communes ont rapporté ne pas avoir accès à l'eau ou d'y avoir accès de façon insuffisante ou pas suffisante du tout**. Plus de la moitié (52%) des ménages ont rapporté une détérioration au niveau de l'accès à l'eau, au cours des trois derniers mois précédant la collecte de données. Un tiers des ménages des trois communes (39%) mettent plus de 30 minutes pour aller, attendre, collecter et revenir pour se procurer l'eau pour leur service, lorsque 27% y consacrent entre 5 et 30 minutes. De plus, certains participants des groupes de discussion rapportent qu'ils doivent marcher plusieurs heures pour atteindre la rivière (2/12) ou doivent payer des taxis moto pour aller puiser de l'eau à la rivière au centre-ville de Beaumont ou dans la localité de Fond-Bayard (1/12). En effet, selon les

Graphique 2. Principaux types de points d'eau utilisés par les ménages, par commune



participants des groupes de discussion, la communauté n'a pas accès à l'eau potable (12/12) ou que dans certains cas, le réseau d'adduction/de captage ne fonctionne pas depuis plusieurs mois (3/12). Certains participants signalent que l'eau qu'ils utilisent provoque des démangeaisons de la peau ou des allergies (2/12). Toutefois, ils soutiennent que c'est un problème qui date de longtemps (7/12). Il s'ensuit que tout le monde ou la grande majorité des ménages est touché de la même manière par le manque d'accès à l'eau (3/12).

Pour se procurer de l'eau, les gens

doivent emmagasiner de l'eau de pluie (en attendant qu'elle tombe) dans des récipients ou utiliser une bache comme citerne (7/12). Aussi, un Coordonnateur général du Conseil d'Administration de la Section Communale (CASEC) au niveau de la commune de Roseaux abonde dans le même sens et eu à dire que la population locale n'a pas accès à l'eau potable, d'où un risque pour elle de contracter des maladies diarrhéiques) (1/11).

Fonctionnalité

Au moment de la collecte de données,

sur les 22 points d'eau enquêtés, 11 sont fonctionnels, 6 sont partiellement fonctionnels et, 5 sont non-fonctionnels, d'après ce qu'a rapporté les IC sur place. Toutefois, des problèmes ont été identifiés au niveau de 20 points d'eau (y compris parmi ceux qui sont dits fonctionnels), dont les principaux évoqués par les IC sur place étant la mauvaise qualité de l'eau (10/22), le débit d'eau insuffisant (10/22) ou que les points d'eau sont tout simplement endommagés (7/22). Aussi, les participants des groupes de discussion au niveau de Beaumont et de Pestel rapportent que le réseau d'adduction/de captage d'eau ne fonctionne plus depuis plusieurs mois et a besoin d'entretien (3/12). Par ailleurs, 55% des ménages enquêtés ont rapporté que les points d'eau sont trop éloignés, que le temps d'attente aux points d'eau est long ou qu'ils n'ont pas assez de récipients pour stocker de l'eau. Ces problèmes dernièrement mentionnés constituent les barrières principales à l'accès à l'eau.

Fréquentation

Les principaux problèmes rapportés par les ménages sur les points d'eau peuvent

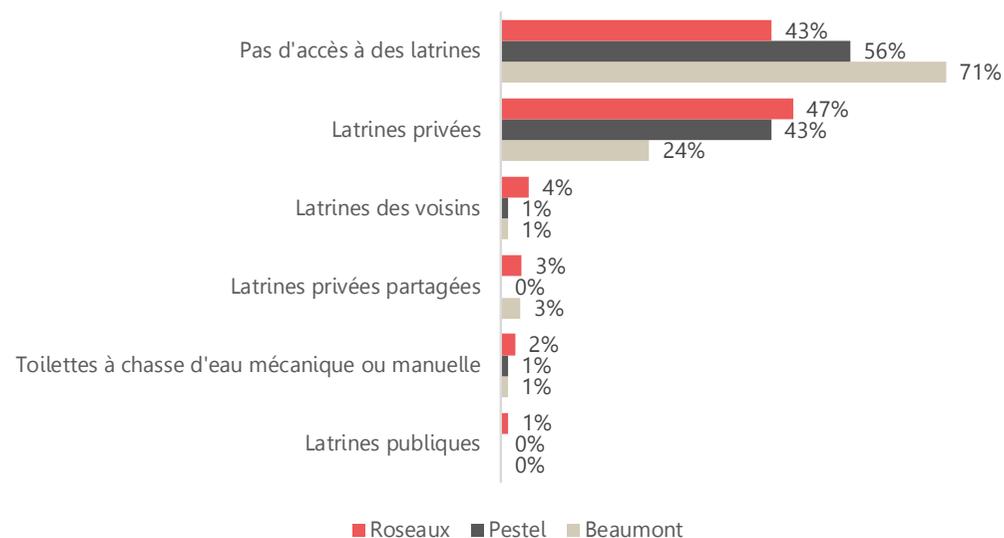


influencer sur la fréquentation des points. En effet, au niveau des communes de Beaumont et de Pestel, 4 points d'eau sur les 6 enquêtés comptent entre 100 et 249 utilisateurs par jour. Au niveau de la commune de Roseaux, un seul (1) seul point d'eau accueille ce même nombre d'utilisateurs. Un seul point d'eau comptait entre 500 et plus de personnes par jour au niveau de Roseaux. Cela pourrait s'expliquer par le fait que beaucoup de gens puisent de l'eau dans la rivière qui est passée au centre-ville de la commune. En effet, les participants de deux groupes de discussion en ont fait mention et ont souligné la distance qui est assez longue ou que parfois ils doivent payer des frais de transport pour aller chercher de l'eau (2/12).

Accès à l'assainissement

L'accès à des latrines pour les ménages au niveau des trois communes d'enquête reste difficile. En effet, 57% des ménages (dont 71% sur Beaumont, 56% sur Pestel et 43% sur Roseaux) rapportent ne pas avoir accès à des latrines, 4% d'entre eux ont recours à celle de leurs voisins ou ont des latrines privées partagées. Selon les participants des

Graphique 3. Proportion de ménages par type de latrines auxquels ils ont accès, par commune



groupes de discussions, presque l'ensemble de la population n'a pas de latrines et il n'y a pas de latrines communautaires (9/12), et au niveau des marchés, il n'y a pas de lieu d'aisance (bloc sanitaire) pour que les gens puissent se soulager. Selon eux, les seules latrines qui étaient encore utilisables ont été détruites par le séisme (6/12). En ce sens, la majorité des gens sont contraints de pratiquer la défécation à l'air libre (DAL) (9/12) parce qu'ils n'ont pas de ressources financières/moyens pour construire des latrines (6/12).

En ce qui concerne les problèmes liés aux installations sanitaires (latrines/toilettes), 24% des ménages rapportent que leur latrine n'est pas fonctionnelle. 26% d'entre eux affirment que le fait qu'il n'y ait pas de latrines pour tout le monde ou qu'elles soient sales ou pleines entravent leur accès.

La stratégie de relèvement à court terme de l'Évaluation Post-Désastre, suite au Séisme du 14 août 2021 dans la péninsule sud, recommande une réponse permettant de pourvoir aux besoins en eau et en assainissement aux sinistrés à la suite du

séisme, ainsi qu'un appui aux Centres Techniques d'Exploitations (CTE) et aux Comités d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement (CAEPA)⁸.

Abris

Type de logement dans les communes

Suite aux passages du séisme au 14 août 2021, les ménages, pour la majorité n'ont pas accès à un logement au niveau des 3 communes d'enquête. En effet, les participants des groupes de discussion rapportent que leurs maisons étaient déjà détruites ou gravement endommagées (la majorité) depuis Matthew en 2016 (8/12). Pour ainsi dire que la situation ne s'est pas améliorée suite au passage du cyclone, elle est devenue pire après le fort séisme qui a frappé les départements des Nippes, du Sud et de la Grand'Anse. Depuis, certains ménages ont réussi à réparer leurs abris mais avec des bâches tout en sachant que la sécurité ne peut être garantie (8/12).

Selon les données recueillies, Plus de la moitié des ménages (57%) vivent dans des abris traditionnels durables (Roseaux : 26% ; Pestel : 33% ; Beaumont : 34%) ou des maisons construites solides (Roseaux : 29% ; Pestel : 29% ; Beaumont : 21%). Une part également importante de ménages ont rapporté vivre dans des abris

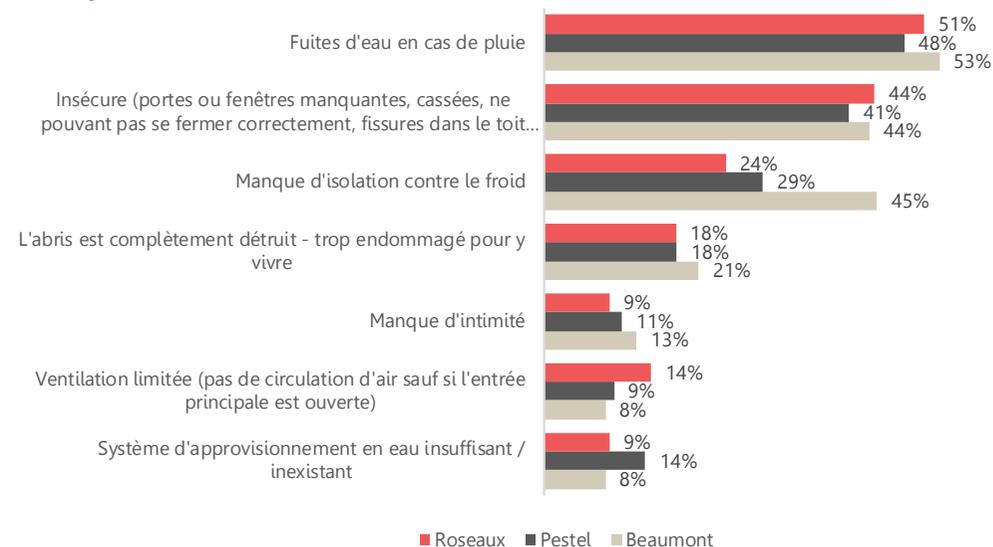
de fortunes/abris improvisés (13% des ménages des trois communes), des tentes (13% des ménages des trois communes) et des bâtiments inachevés, non couverts ou non terminés (7% des ménages des trois communes)¹⁹.

Conditions d'accès au logement

La majorité des ménages rapportent être propriétaire de leur logement (92%). 5% sont hébergés par des proches ou occupent leur logement à titre d'occupation libre avec l'accord du propriétaire (sous forme de prêt).

Aucun des ménages au niveau des communes de Beaumont et de Pestel n'ont rapporté avoir reçu de logement (sous forme de don) soit du gouvernement ou de la part d'ONG, à l'exception de certains ménages au niveau de la 4e section communale de la commune de Roseaux, Gommiers, qui ont rapporté en avoir bénéficié. Pour le reste, l'aide apportée par les ONG ne correspond pas aux besoins de la population (dons de bâches/sceaux ou constructions de maisons non solides), selon ce qui a été

Graphique 4. Principal problème structurel rapporté par les ménages au niveau de l'abri, par commune



rapporté par les participants des groupes de discussion (2/12).

Conditions de logement au niveau de Roseaux, Pestel et Beaumont

Suite aux récentes catastrophes naturelles (Matthew en 2016 et le séisme du 14 Août 2021) sur le département de la Grand'Anse (y compris les trois communes d'évaluation), les ménages indiquent que leurs maisons ont subi des dommages

importants. Les principaux sont liés aux murs de leur logement (Roseaux : 63% ; Pestel : 75% ; Beaumont : 78%), aux sols (28% des ménages sur Roseaux, 52% sur Pestel et 65% sur Beaumont), aux fenêtres et/ou aux portes (manquantes, cassées, ne fermant pas correctement) (43% des ménages sur Roseaux, 28% sur Pestel et 31% sur Beaumont), aux toits de leur maison (31% des ménages sur Roseaux, 29% sur Pestel et 21% sur Beaumont). Finalement, un cinquième des ménages

¹⁹ Il convient de souligner que ce pourcentage indique uniquement le type de maison, pas l'état dans lequel se trouve les maisons. Puisque les ménages ont rapporté, à travers des groupes de discussion, que les gens ne sont pas parvenus à réparer leur maison depuis l'ouragan Matthew en 2016 (7/12).



ont rapporté que leur abri était totalement effondré (trop endommagé et dangereux pour y vivre) (Roseaux : 6% ; Pestel : 11% Beaumont : 29%). Aussi, 80% des ménages sur Roseaux, 76% sur Pestel et 82% sur Beaumont rapportent une détérioration dans leur condition de logement, au cours des trois mois précédant la collecte de données.

Les données des groupes de discussion vont dans le même sens car les participants ont rapporté que leurs logements ne sont pas rassurants, au niveau de la couverture (toiture) qui est faite de bâches et qui ne permet pas la sécurité des communautés (2/12) ou que la majorité des maisons étaient déjà détruites ou gravement endommagées depuis Matthew en 2016 (8/12).

En terme de problèmes structurels liés aux abris²⁰, 51% des ménages sur les 3 communes rapportent qu'il y aura des fuites d'eau en cas de pluie, 43% indiquent que leur abri n'est pas sécuritaire (portes/fenêtres manquantes, cassées, ne pouvant pas se

fermer correctement, etc.). 19% d'entre eux affirment que leur abri est complètement détruit (trop endommagé pour y vivre). Uniquement 7% des ménages affirment que leurs abris n'a subi aucuns dommages.

Biens non alimentaires (BNA)

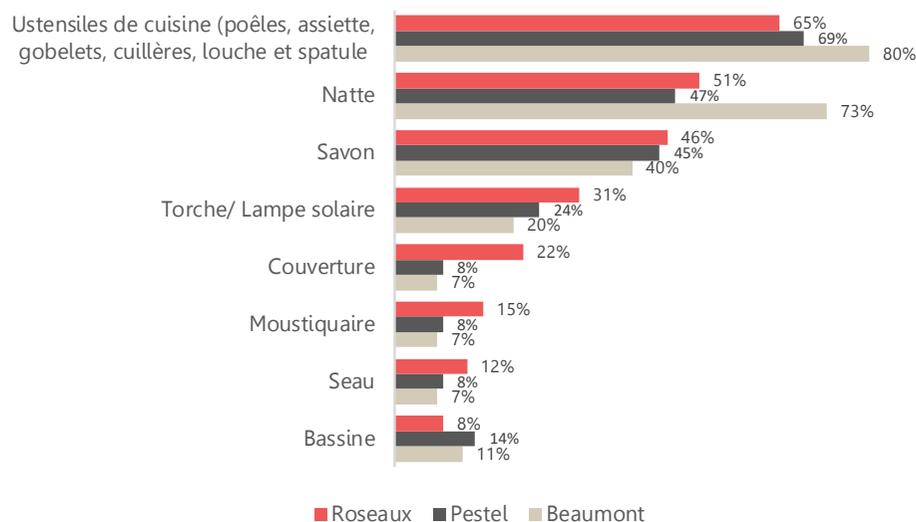
La majorité des ménages au niveau des trois communes (84%) ont rapporté avoir eu des difficultés à se procurer en biens non alimentaires, au cours des trois derniers

mois précédant la collecte de données. Selon les données rapportées par ces derniers²¹, les principaux articles les plus difficiles à se procurer sont les ustensiles de cuisine (poêle, assiette, gobelet, cuillères, louche, etc.). Suivis par des nattes de couchage, du savon, des torches/lampe solaire et, également les bassines.

Plus de la moitié des ménages enquêtés (51%) rapportent qu'ils n'arrivent pas à combler leurs besoins en biens non

alimentaires au marché (concernent 63% sur Roseaux, 37% sur Pestel et 54% sur Beaumont). Les principales raisons évoquées de ces difficultés étaient le niveau trop élevé des prix des articles (70% des ménages sur Roseaux, 60% sur Pestel et 76% sur Beaumont), les coûts des transports qui étaient trop chers pour se rendre au marché (46% des ménages sur Roseaux, 57% sur Pestel et 34% sur Beaumont), la route d'accès au marché qui s'est détériorée (12% des ménages sur Roseaux, 7% sur Pestel et 17% sur Beaumont), les marchés tout près d'eux qui ne sont pas fonctionnels ou sur les marchés fonctionnels, ils ne sont pas ou peu approvisionnés en BNA (16% des ménages sur Roseaux, 10% sur Pestel respectivement).

Graphique 5. Proportion de ménages²² rapportant des BNA difficiles à trouver, par commune

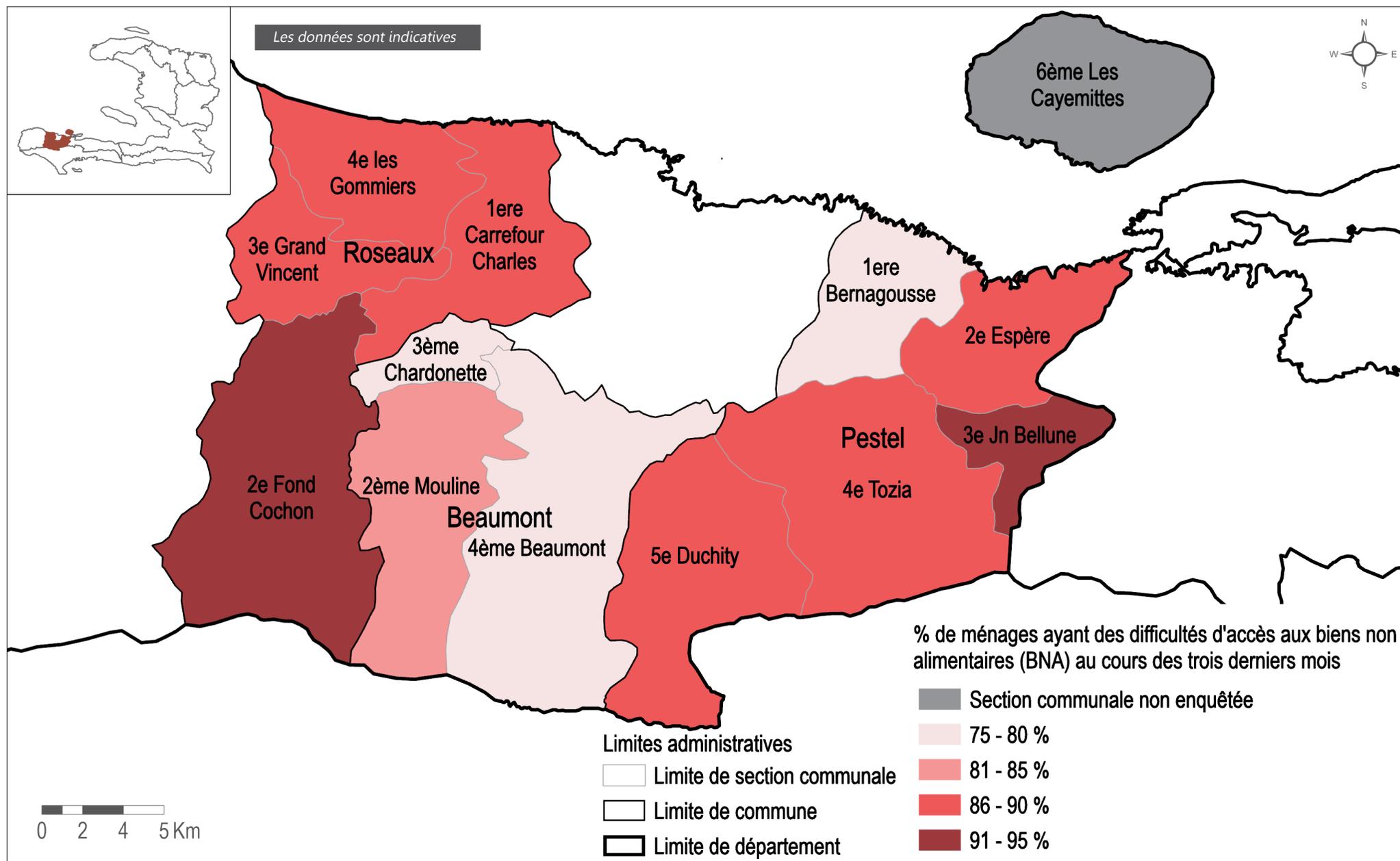


20 Réponse à choix multiple : le total des pourcentages peut être supérieur à 100%

21 Parmi les ménages ayant rapporté avoir des difficultés d'accès en biens non alimentaires.

22 Parmi les ménages ne parvenant pas à couvrir leurs besoins en biens non alimentaires

Carte 5. Proportion de ménages rapportant avoir des difficultés d'accès aux BNA au cours des 3 derniers mois précédant l'enquête, par section communale





Huit (8) établissements, à travers les trois communes ont pu être identifiés, dont 7 sont fonctionnels et l'autre, partiellement fonctionnel, d'après ce qu'a été rapporté les IC interrogés sur place²³. Ils sont, pour la plupart, gérés d'utilité publique ou par le gouvernement. Uniquement deux d'entre eux sont privés.

D'après ce qu'ont rapporté les IC, au niveau de de la commune de Beaumont, en moyenne les ménages ont besoin de 50 gourdes pour se faire consulter par le personnel en place au niveau des établissements de santé. Au niveau de Pestel, les coûts de consultation s'élèvent à 133 gourdes et de 31 gourdes, en moyenne, au niveau de la commune de Roseaux.

Fonctionnalité

De manière générale, 83% des ménages enquêtés rapportent ne pas avoir accès aux services de santé adéquats, quoique selon les données rapportées par les IC, les 7 établissements de santé sur 8 soient fonctionnels. Toutefois, les IC (88%) révèlent qu'ils existent des problèmes au niveau des établissements de santé. Les principales

raisons évoquées sont le fait qu'ils n'ont pas suffisamment de matériels médicaux (71%), que les structures sont endommagées (57%) qu'il n'y a pas suffisamment de personnel médical qualifié ou une rupture d'approvisionnement en médicament (43%, respectivement). Les données qualitatives ne diffèrent pas en ce sens. En fait, au niveau des groupes de discussions menés dans les trois communes, les participants rapportent qu'ils n'ont pas accès à des soins de santé convenables au niveau des sections communales (12/12). En effet, les raisons évoquées, entre autres, sont un manque d'équipement ; un manque de ressources humaines (il n'y a pas de médecin dans le centre de santé ou des infirmières qui résident dans la section communale) (4/12) ; les soins de santé sont coûteux (difficultés pour acheter les médicaments) (2/12) ou il n'y a pas de pharmacie au niveau des sections communales dans les communes de Beaumont, de Pestel et de Roseaux, les gens sont obligés d'aller dans le centre-ville pour se procurer des médicaments) (6/12). Aussi, au niveau des entretiens individuels, les IC ont rapporté que les établissements de santé ont été gravement endommagés, non-équipé en matériels médicaux et

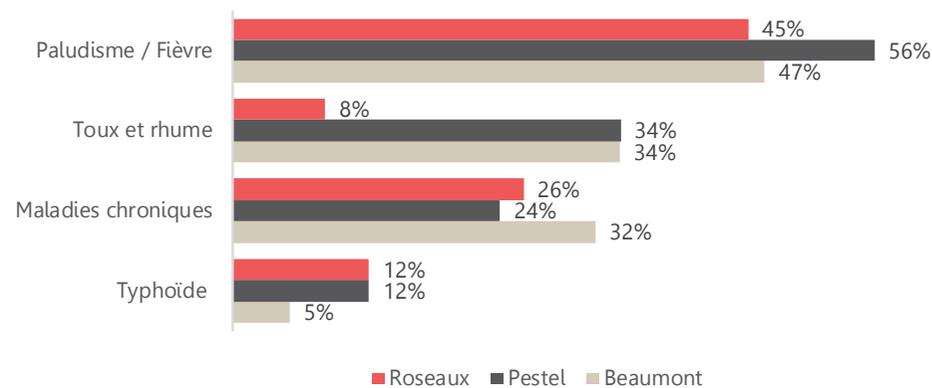
logistiques (2/11) et qu'ils comptent des cas d'abandons de poste, dû à des arriérés de salaire du personnel (4/11).

Les difficultés d'accès aux soins de santé rapportées par les ménages sont multiples. Les principales difficultés rapportées sont les frais liés aux services (67% des ménages sur Beaumont, 48% sur Pestel et 55% sur Roseaux) ; les médicaments coûtent trop chers (26% des ménages sur Beaumont, 28% sur Pestel et 27% sur Roseaux) ; les établissements de santé n'ont pas suffisamment de personnel médical qualifié (23% des ménages sur Beaumont, 26% sur Pestel et 27% sur Roseaux) ou le temps d'attente trop élevé pour obtenir

une consultation (20% sur Beaumont, 22% sur Pestel et 19% sur Roseaux). Il convient de souligner aussi que, les ménages mettent plus d'une heure (68 minutes, en moyenne) pour se rendre à l'établissement de santé le plus proche pour trouver du service. A côté de cela, les ménages ont été interrogés sur le temps d'attente pour obtenir une consultation médicale, ainsi 48% d'entre eux prennent entre une heure et deux heures de temps pour en obtenir une consultation. Seulement 24% prennent moins d'une heure de temps pour trouver du service.

Par ailleurs, lorsque les ménages ont été interrogés sur l'évolution de l'accès aux

Graphique 6. Principaux problèmes de santé rapportés au sein du ménage dans les trois mois précédant la collecte de données, par commune



²³ Les types d'établissements de santé enquêtés sont : Centre Hospitalier Régional (1), Clinique (2), Centre Médical Urbain (1), Centre de santé et de promotion social (2) et Poste de santé avancé (2).

services de santé au cours des 3 derniers mois précédant la collecte, plus de 65% d'entre eux ont rapporté que l'accès au service de santé s'est détérioré. Selon les données rapportées par les participants aux groupes de discussion, cette détérioration était déjà précaire avant le séisme du 14 août 2021 (7/12) et que la situation s'est empirée depuis le séisme (4/12).

Fréquentation

Selon les IC retrouvés sur place, le Centre Hospitalier Régional de Beaumont accueille entre 50 et 99 patients par jour. Ceux de Pestel, comprenant un Poste de santé avancé, deux Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS), semblent aussi être peu fréquentés, car ils accueillent quotidiennement moins de 50 patients. Au niveau de Roseaux, trois établissements de santé accueillent moins de 50 patients par jour, dont deux cliniques et un Poste de Santé Avancé et un Centre Médical Urbain (CMU) accueillant entre 50 et 99 patient par jour. Ce qui montre que les établissements de santé sont peu fréquentés. En effet, un participant d'un groupe de discussion au niveau de la section communale

(Beaumont) rapporte qu'il y a un centre de santé bien construit, qui a des salles d'urgence, mais il n'a pas de matériel (1/12) ou que les centres de santé disponibles manquent d'équipements et de personnel soignant (peu/pas de médecins et les infirmières n'habitent pas dans la section ou rapportent des arriérés de salaire) (6/12).

Ce manque de fréquentation pourrait s'expliquer par rapport aux barrières évoquées par les ménages. En effet, dans les groupes de discussion, ils évoquent les problèmes structurels que traversent les établissements de santé, aussi, le manque de matériel au niveau des centres de santé. Par rapport au manque de services de santé adéquats invoqué par les ménages, y compris les participants des entretiens et des groupes de discussion, ces derniers ont rapporté que les gens sont contraints de laisser leur section communale pour se rendre soit à Jérémie, aux Cayes, au centre-ville de Corail ou de Pestel ou de Beaumont (11/12). Dans le cas contraire, ils doivent se contenter soit des premiers soins (1/12), soit se tourner vers la médecine traditionnelle (2/12), ou au cas où ils ne pouvaient pas se déplacer, ils doivent accepter la mort (3/12).

Principaux problèmes de santé et prises en charge disponibles

Les trois principaux problèmes de santé au sein du ménage au cours des 3 derniers mois précédant la collecte de données invoqués par les ménages sont le paludisme/fièvre (49%), les maladies chroniques (27%) et le toux/rhume (26%). Aussi, 9% des ménages au niveau des trois communes d'enquête rapportent que la typhoïde est un problème de santé pour eux. Par rapport à la typhoïde, il convient de souligner que la défécation à l'air libre (DAL) est très pratiquée par beaucoup de ménages (9/12) qui n'ont pas accès aux latrines (9/12) par le fait qu'ils n'ont pas les moyens pour en construire une (6/12) ou par le fait que le séisme a détruit les seules latrines qui étaient utilisables (6/12). En ce sens, une étude approfondie à ce sujet en lien avec les acteurs de santé pourrait être intéressante pour voir s'il y a un lien direct entre la pratique de la DAL et la maladie du typhoïde ou d'autres maladies hydriques.

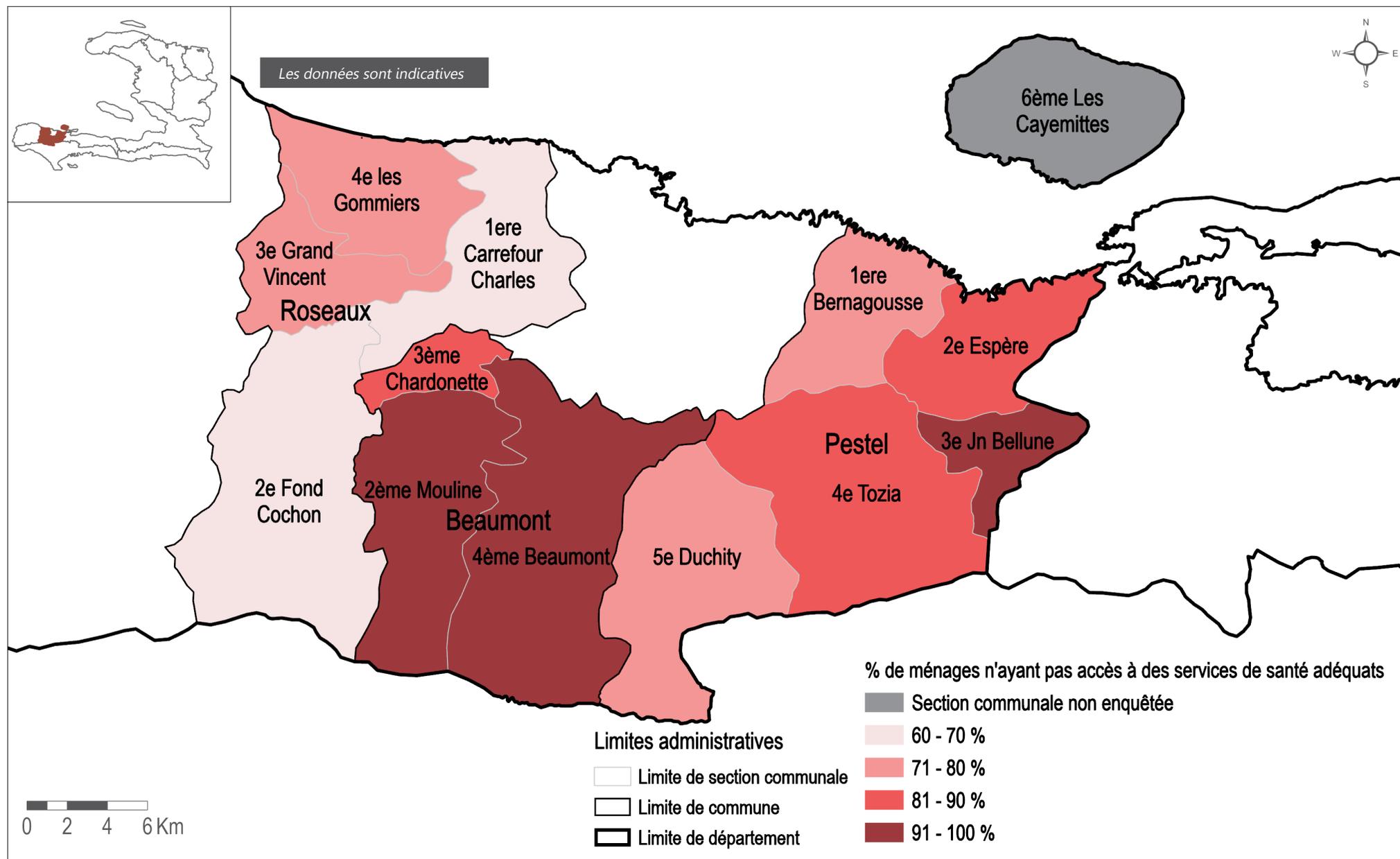
Un participant de groupe de discussion au niveau de Beaumont a rapporté qu'il y a une épidémie de grattelle (démangeaison

de la peau) et paraît comme un problème de santé majeure pour eux (1/12).

Les participants des groupes de discussion ont rapporté qu'il n'y a pas de possibilité de soins pour des blessures graves (2/12) et pour des femmes enceintes (3/12). Toutefois, certains participants ont rapporté qu'il y a des services disponibles pour les personnes victimes de violences basées sur le genre (VBG) au niveau des établissements de santé (2/8) et, aucun groupe n'est exclu des services de soins de santé au sein des différents établissements de santé (8/8). Néanmoins, selon ce qui est rapporté par les participants des groupes de discussion, les soins de santé sont inadaptés (prescription d'ibuprofène/Alpalid sans consultation préalable (4/12) et il y a un manque de service pour les femmes enceintes qui sont plus à risque du fait qu'il n'y ait pas de services disponibles pour elles (3/12).

Au sein des établissements de santé, les articles les plus demandés sont les médicaments antidouleurs (6/8), des lits d'hospitalisation pour les malades (5/8), des médicaments pour la régularisation de la pression artérielle (5/8) ou des bandages (4/8).

Carte 6. Proportion de ménages n'ayant pas accès à des services de santé adéquats



Durant la période de collecte de données, 29 établissements scolaires ont été répertoriés au niveau des trois communes d'évaluation (11 au niveau de la commune de Roseaux, 12 sur Pestel et 6 sur Beaumont). Parmi eux, 15 sont des écoles publiques, 9 sont privées et 5 sont des écoles religieuses. Selon les informations rapportées par les IC, plus de la moitié (18/22) donnent des cours en niveau primaire (6-11 ans), 14 donnent des cours de post primaire/secondaire (12-17 ans). 4 donnent des cours supérieurs (18 ans et plus). Aucun établissement de formation supérieure n'a été identifié à Beaumont. Toutefois, certains participants des groupes de discussion au niveau des trois communes rapportent que la 6ème ou la 9ème année fondamentale est le niveau le plus élevé des classes (3/12) dans certaines écoles.

Fonctionnalité

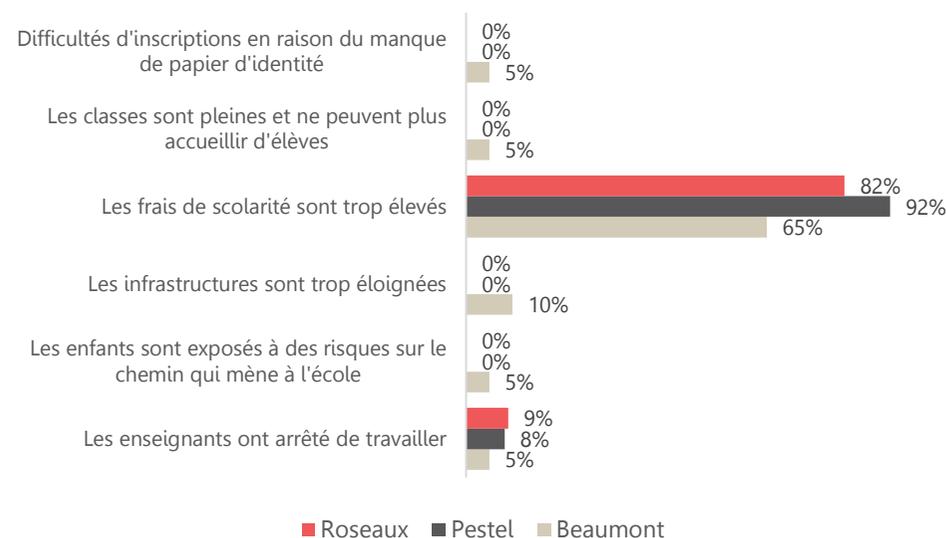
Selon les informations rapportées par les IC sur place au moment de l'évaluation,

28 établissements scolaires sont fonctionnels. Il convient de souligner que la fonctionnalité n'est pas équiprobable à l'état des établissements. En effet, dans les groupes de discussion, les participants ont rapporté que la majorité des écoles sont endommagées/détruites et que les enfants ne peuvent pas aller à l'école. Les professeurs et parents ont peur des établissements qui sont, à la suite du séisme, fissurés (5/12).

Des cas d'abandons de poste dû à des arriérés de salaire du personnel (professeurs) ont été rapporté par les IC au sein des établissements scolaires enquêtés (13/29). En effet, les participants des groupes de discussion ont rapporté que, par manque de personnel et de financement, les professeurs ne sont pas toujours présents dans les salles de classe (5/12). Et, dans certains cas, par faute de moyens financiers pour payer les enseignants, certaines écoles sont obligées de fermer leurs portes (1/12).

Malgré le fait que certains établissements

Graphique 7. Proportion de ménages par barrières à l'éducation pour les enfants en âge d'aller à l'école, par commune



scolaires soient fonctionnels, ils ont des problèmes de fonctionnement, selon ce qui a été rapporté les IC. Par ailleurs, les participants des groupes de discussions au niveau de la commune de Beaumont ont rapporté le manque de salles de classe dans les écoles. En ce sens, plusieurs professeurs sont obligés de dispenser leurs cours dans une même salle de classe pour des niveaux d'étude différents.

Barrières d'accès²⁴

Les frais scolaires trop élevés (Roseaux : 82% ; Pestel : 92% ; Beaumont : 65%), l'arrêt de travail des professeurs (Roseaux : 9% ; Pestel : 8% ; Beaumont : 5%), la distance à parcourir par les enfants pour arriver à l'école (Beaumont : 5%) constituent les principales barrières rapportées par les ménages au moment de la collecte de données.



Sécurité alimentaire

Selon les données collectées, 86% des ménages sur Roseaux, 84% au niveau de la commune de Pestel et 97% d'entre eux au niveau de la commune de Beaumont ont rapporté ne pas avoir eu accès à suffisamment de nourriture, au cours des trois derniers mois précédant l'enquête. Une majorité des ménages a rapporté des difficultés à couvrir tous les besoins du ménage grâce à leurs sources de revenu (86%). Parmi eux, 59% des ménages rapportent la nourriture comme principal besoin difficile à couvrir. En effet, parmi les barrières évoquées pour accéder à la nourriture, les principales raisons évoquées par ces derniers sont un manque d'argent pour pouvoir s'acheter de la nourriture (Roseaux : 26% ; Pestel : 21% ; Beaumont : 33%), le fait qu'ils n'ont pas assez de force physique pour travailler la terre (Roseaux : 13% ; Pestel : 23% ; Beaumont : 26%) et les coûts élevés des produits (Roseaux : 17% ; Pestel : 25% ; Beaumont : 12%).

Viennent ensuite d'autres barrières comme le fait que les ménages n'ont pas d'accès

sécuritaire aux terres (Roseaux : 8% ; Pestel : 3% ; Beaumont : 9%) ou qu'ils n'ont pas suffisamment de terres cultivables (Roseaux : 5% ; Pestel : 10% ; Beaumont : 3%) ou le fait que, en manque d'accès à l'eau, la pluie ne tombe pas régulièrement durant la saison des cultures (Roseaux : 5% ; Pestel : 1% ; Beaumont : 5%).

Par ailleurs, lorsque les ménages ont été interrogés sur l'évolution de leur accès aux biens alimentaires au cours des trois derniers mois précédant l'enquête, 91% d'entre eux au niveau de la commune de Beaumont, 67% des ménages sur Pestel et 80% des ménages sur Roseaux considèrent une détérioration de leur accès. Malgré tout, l'agriculture reste la principale source de nourriture des ménages (Roseaux : 49% ; Pestel : 45% ; Beaumont : 61%).

Pour faire face à cette détérioration de l'accès à la nourriture, les ménages adoptent des stratégies différentes dont l'achat de nourriture à crédit (Roseaux : 47% ; Pestel : 72% ; Beaumont : 72%), crédit

qu'ils peinent à rembourser, ou la diminution des proportions alimentaires/réduction du nombre de repas par jour (Roseaux : 22% ; Pestel : 31% ; Beaumont : 23%). Aussi, les participants des groupes de discussion ont rapporté que le séisme a considérablement réduit la capacité des communautés à se nourrir (7/12) et que les gens doivent réduire dans leur consommation au quotidien et mangent les mêmes choses des jours durant (1/12) ou que certains doivent compter sur la solidarité des voisins pour se nourrir (1/12). Il faut souligner aussi que, 64% des ménages ont rapporté que l'aide alimentaire est une priorité dans le cadre d'une assistance humanitaire.

Marchés

Fonctionnalité

Des données ont pu être collectées sur cinq (5) marchés au niveau de deux communes, dont quatre (4) à Pestel et un (1) seul à Roseaux. Selon les données rapportées par les IC sur place au moment de la collecte, le

seul marché où il y a eu la collecte au niveau de Roseaux, sur la 2e section Fond cochon, est fonctionnel et est ouvert un seul jour par semaine, soit le vendredi. Parmi ceux de Pestel, trois sont fonctionnels et l'autre, non-fonctionnel, est actuellement fermé tous les jours de la semaine. Un marché se trouve au niveau de la 1ère section communale Bernagousse et est ouvert uniquement le lundi ; le marché se trouvant sur la 5ème section communale Duchity est ouvert tous les jours de la semaine, sauf le dimanche. Le dernier se trouve au niveau de la 4ème section communale Tozia et est ouvert le mardi et le vendredi, soit deux jours la semaine.

Des données existent uniquement pour Pestel, à travers deux (2) marchés sur le nombre de commerçants y travaillant régulièrement. En effet, le marché se trouvant sur la 1ère section Bernagousse compte 80 commerçants réguliers et celui de la 4ème section communale Tozia compte 400 commerçants réguliers.

Tableau 3. Nombre de marchés dans lesquels les IC ont rapporté que les biens non alimentaires essentiels listés sont disponibles, sur les marchés enquêtés dans les trois communes

Biens non alimentaires	Nombre de marchés où le BNA est disponible
Aquatabs	1
Savon	2
Détergent	2
Brosse à dents	2
Serviettes sanitaires	3
Couches	0
Nattes de couchage	1
Moustiquaires	3
Ustensiles de cuisine	2
Vaisselle	2
Bidons/ Jerrican	0
Couverture	0
Clous/ Visser	0
Bâche en plastiques	2
Matériel de construction d'abris	0
Lampe torche/ solaire	2
Batteries	0
Vêtements/ Chaussures adultes	2
Habits pour enfants	2

Tableau 4. Nombre de marchés dans lesquels les IC ont rapporté que les biens alimentaires listés sont disponibles, sur les 5 marchés enquêtés

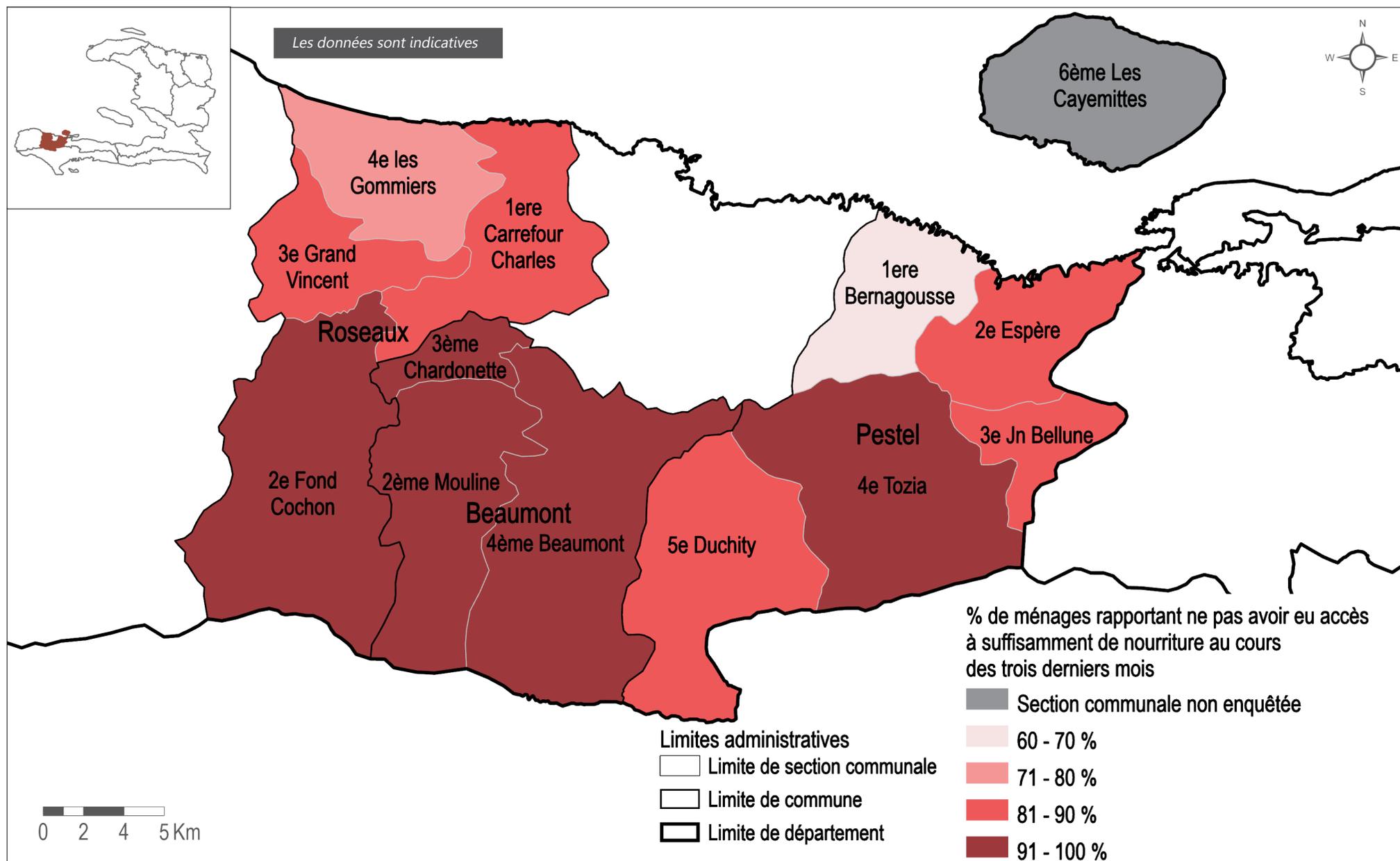
Biens alimentaires	Nombre de marchés où le bien alimentaire est disponible
Riz	1
Pâtes	1
Maïs	1
Sucre	1
Oignons	1
Arachide et dérivés	1
Haricot (niebe)	1
Fruits et agrumes	0
Légumes	1
Huiles végétales	1
Huiles de palmes	0
Sel	1
Sorgho	0
Viande ou poisson	0
Oeufs	0
Collation (types biscuits)	0
Laits / produits laitiers	0

Le marché au niveau de la 4ème section communale Tozia, sur Pestel, et celui de la 2ème section communale Fond cochon, sur Roseaux, semblent être très fréquentés. En effet, le premier accueille au moins 500 utilisateurs journaliers et le second, entre 250 et 499 tandis que ceux au niveau de la 1ère section communale Bernagousse et la 5ème section communale Duchity semblent ne pas être trop fréquentés, car ces derniers comptent entre 50 et 99 utilisateurs journaliers. Tous les informateurs clés affirment qu'il n'y a aucune barrière et aucuns groupes, à travers les trois (3) communes, ne sont pas interdits quant à l'utilisation de ces marchés.

Moyens de subsistance

Selon les participants des groupes de discussions, les ménages à travers les trois (3) communes d'étude vivent en grande partie de l'agriculture et l'élevage (7/12), même si l'accès devient de plus en plus compliqué. Aussi, les participants des groupes de discussion ont rapporté que les cultures (plantes, récoltes), y compris une partie du bétail, ont été détruites à la suite du passage du séisme du 14 août 2021

Carte 7. Proportion de ménages rapportant ne pas avoir accès à suffisamment de nourriture, au cours des trois derniers mois précédant l'enquête, par section communale



(8/12). Ce qui entraîne que la production agricole devient de plus en plus difficile pour les ménages, ajouter du fait qu'il est aussi difficile pour eux de trouver un emploi pour pouvoir répondre à ses besoins. Plus de la moitié des ménages, au niveau des trois communes, ont rapporté ne pas avoir accès à des activités économiques (Roseaux : 52% ; Pestel : 60% ; Beaumont : 64%).

Par ailleurs, les participants des groupes de discussion ont rapporté que la production agricole devient de plus en plus difficile pour les ménages du fait qu'ils n'ont pas de semence, d'argent et de travailleurs (4/12).

Les trois (3) premières activités identifiées par les ménages comme activités génératrices de revenu sont l'agriculture, très priorisée au niveau de toutes les communes (Roseaux : 50% ; Pestel : 37% ; Beaumont : 66%). Viennent ensuite le commerce (Roseaux : 36% ; Pestel 45% ; Beaumont : 23%) et le petit commerce (Roseaux : 14% ; Pestel : 36% ; Beaumont : 50%) exercés par les ménages pour pouvoir subvenir à leurs besoins.

D'autres activités sont exercées par les

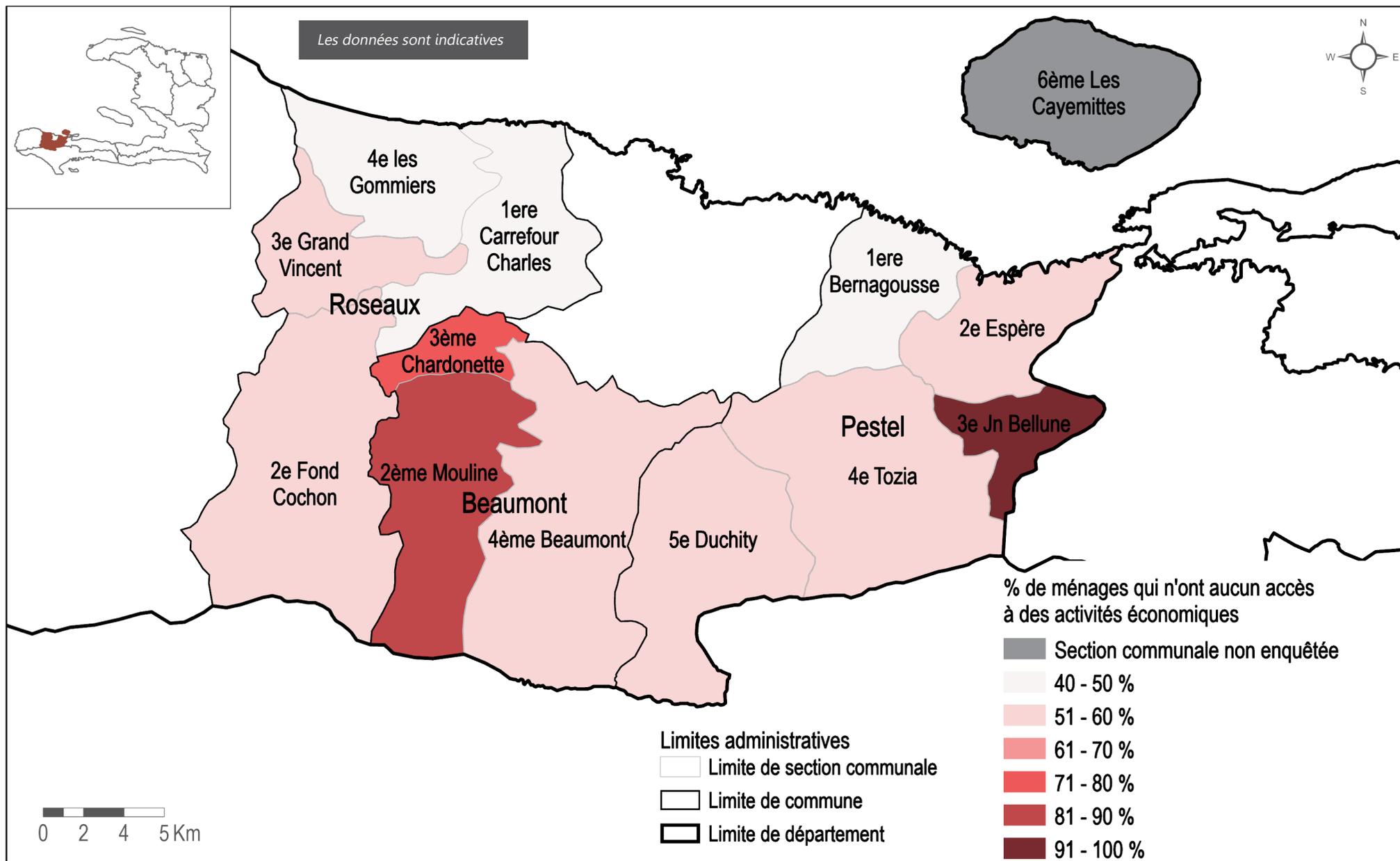
ménages mais en très faible proportion, comme la pêche, la chasse/la cueillette et vente de ces produits (Roseaux : 7% ; Beaumont : 3%) ou encore l'élevage et vente de produits d'élevage et de bétails (3% sur Beaumont et 10% sur Roseaux, aucun choix n'a été fait sur Pestel). Selon les données récoltées dans les groupes de discussions, les gens s'adonnent à la coupe d'arbre pour la production de charbon de bois comme activités pouvant leur générer de l'argent (3/12). En effet, ceci pourrait s'expliquer par le fait que, selon les données récoltées lors des entretiens et des groupes de discussion, le cyclone Matthew de 2016 et le séisme du 14 août de 2021 ont eu de lourdes conséquences sur l'agriculture et le bétail. Par ailleurs, lorsque les ménages ont été interrogés sur l'évolution de leur accès aux activités économiques, la majorité des ménages rapportent une détérioration dans leur accès aux biens alimentaires au cours des 3 derniers mois précédant la collecte de données (91% des ménages sur Beaumont, 67% au niveau de Pestel et 80% des ménages au niveau de la commune de Roseaux).

Par ailleurs, selon les données rapportées

par les ménages, 93% d'entre eux sur Beaumont, 84% sur Pestel et 81% sur Roseaux n'ont pas la capacité de couvrir tous leurs besoins et, la nourriture (59% des ménages) et le loyer/abris (22%) sont les principaux secteurs concernés.

Selon la majorité des participants des groupes de discussion (10/12), les habitants, agriculteurs de chaque commune, pourraient produire suffisamment de nourriture (avec l'élevage et la culture de la terre) dans leur section s'ils avaient les moyens nécessaires pour le faire (semence de qualité et moyen financier). En ce sens, un appui en semences diversifiées et un appui financier pour la reconstruction et le renforcement de leur cheptel pourrait toujours bénéficier à la population (stratégie de relèvement à court terme (0 à 1 an) en sécurité alimentaire résultat de l'évaluation des besoins de relèvement du séisme du 14 août 2021 en Haïti)⁹.

Carte 8. Proportion de ménages rapportant ne pas avoir accès à des activités génératrices de revenu, par section communale



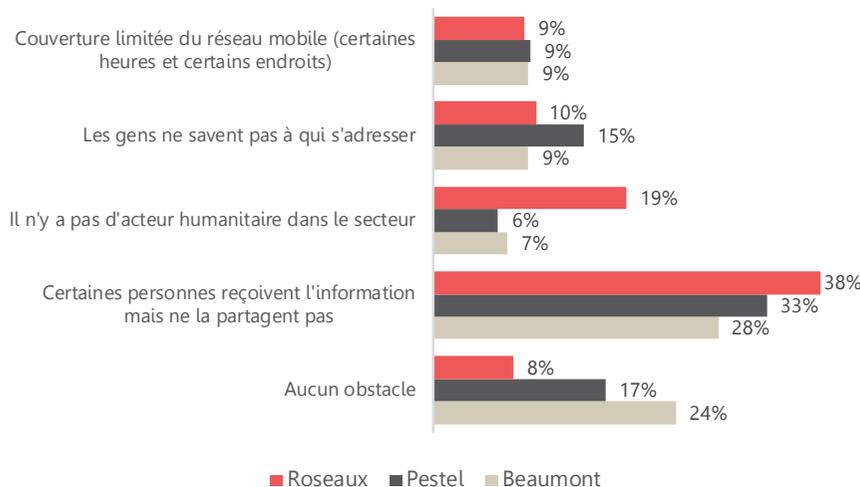
I Accès à l'information

Les leaders communautaires et les autorités locales (CASEC, ASEC) restent les principales sources d'information, utilisées par les ménages, au sujet des infrastructures et services de base au sein des communes d'évaluation (64%). Aussi, ils ont recours aux autorités religieuses pour s'en informer (10%). Au niveau des groupes de discussion, les avis ne font pas l'unanimité en ce sens. Ainsi, certains participants rapportent que les CASEC sont les premiers interlocuteurs de la population pour relayer leur préoccupation ou gestion de conflits (5/12), tandis que d'autres

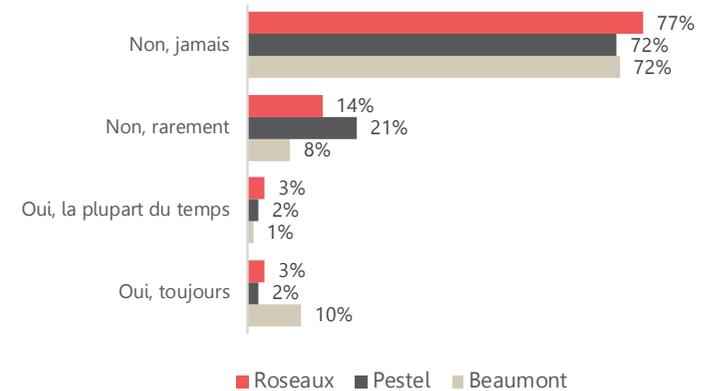
participants, des communes de Pestel et de Roseaux, indiquent ne pas avoir des représentants et devoir se défendre seuls (4/12).

Le principal canal d'information utilisé par les ménages pour avoir accès à l'information reste la radio (Roseaux : 56% ; Pestel : 56% ; Beaumont : 47%). Les faces à face sont également privilégiées (25% sur Roseaux, 24% sur Pestel et 29% sur Beaumont) comme canal dans lequel s'informent ces derniers au sujet des infrastructures sociales de base.

Graphique 8. Principaux problèmes d'accès à l'information rapportés par les ménages enquêtés, par commune



Graphique 9. Sentiment des ménages d'être suffisamment informés sur les décisions prises au niveau de leur municipalité, par commune



Uniquement 16% des ménages rapportent n'avoir aucune barrière à l'information tandis que 33% des ménages ont rapporté que les informations reçues par certaines personnes ne sont pas partagées aux autres dans la communauté. 11% des ménages ont indiqué que le fait que les gens des communautés ne savent pas à qui s'adresser pour avoir des informations sur les infrastructures sociales de base constitue un obstacle à l'accès à l'information. En effet, les ménages (Roseaux : 91% ; Pestel : 93% ; Beaumont : 80%) n'ont jamais

eu ou rarement eu le sentiment d'être suffisamment informés des décisions prises au niveau de la municipalité ou en ce qui concerne leur lieu d'habitation. Par ailleurs, ils ont rapporté qu'ils n'ont aucune influence ou qu'ils ne sont pas consultés dans les processus de décisions prises au niveau des services existants au sein de leur communauté (Roseaux : 77% ; Pestel : 82% ; Beaumont : 61%). Au niveau des groupes de discussion, les participants rapportent qu'ils ne sont jamais impliqués dans les décisions prises au sein de leur communauté (11/12). Les CASEC et les leaders communautaires (61%) sont les principaux points focaux en cas où les ménages ont des doléances au sujet de leur accès aux services sociaux de base.

Les ménages des trois communes d'évaluation rapportent, pour plus de la moitié, un sentiment de sécurité dans leur lieu d'installation. Cependant, un sentiment d'insécurité concerne tout de même, 48% des ménages sur Roseaux, 18% sur Pestel et 39% sur Beaumont.

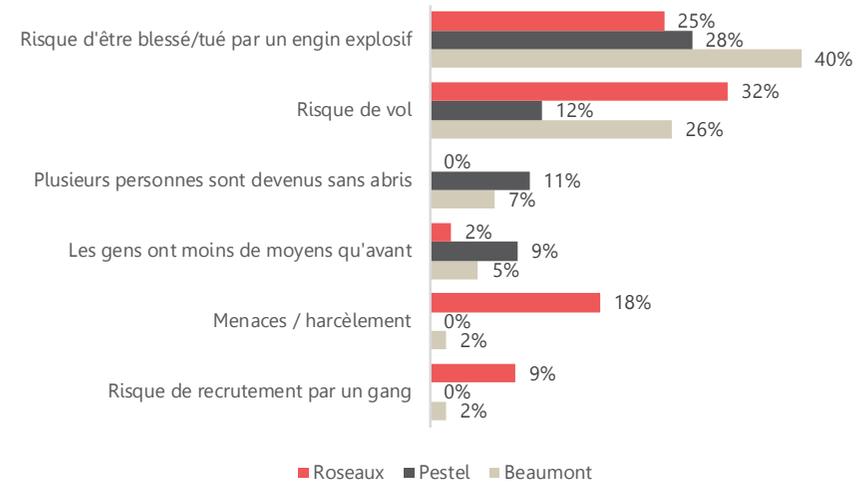
En effet, le sentiment de liberté au sein des sections communales varie selon les groupes de discussion. De manière générale, la majorité des participants se considèrent être libre de leur circulation, toutefois le coût du transport reste la principale barrière de circulation. Certains participants des groupes de discussion au niveau de Pestel et Beaumont ont rapporté que certaines restrictions de mouvement, suite au séisme, sont surtout liées à l'état des routes ou le coût du transport. Le sentiment d'insécurité est aussi rapporté dans les groupes de discussion au niveau de Fond Cochon (Roseaux) parce qu'il y a de l'insécurité dans la section communale. Aussi, selon les participants des groupes de discussions, au niveau de Grand-Vincent (Roseaux) et Chardonnette (Beaumont), ont rapporté qu'il y a de l'insécurité aux alentours. Pour faire face à l'insécurité, les

gens se déplacent en groupe lorsqu'ils se rendent au Centre-ville (1/12).

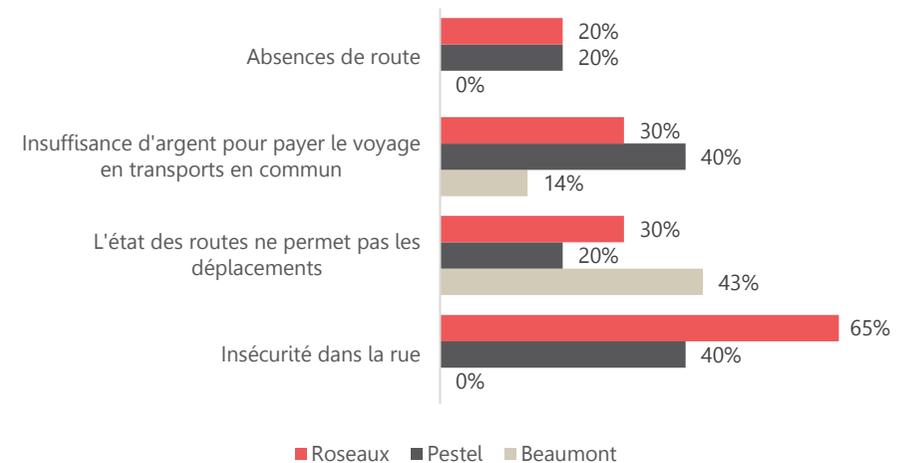
Au niveau de la section communale de Fond Cochon (Roseaux), un IC rapporte que le phénomène du banditisme est présent au niveau de la communauté, les gens fuient la section communale pour éviter les représailles des bandits (1/11).

En terme de restriction de mouvement, 23% des ménages sur Roseaux, 6% sur Pestel et 10% sur Beaumont ont rapporté avoir fait face à des restrictions de mouvements au cours des 3 derniers mois précédant l'enquête. De plus, des restrictions de mouvement rapportées par les participants des groupes de discussion liées aux moyens de transport ou à l'état des routes suite au séisme, au niveau de la section communale Duchity (Pestel) et Mouline (Beaumont), les participants évoquent une crainte de se rendre aux Cayes dû à la présence de voleurs/cambrioleurs sur la route. Tandis que la majorité des ménages a indiqué que les filles/femmes n'évitent pas certaines zones pour cause d'insécurité dans leur commune respective (Roseaux : 86% ; Pestel : 92% ; Beaumont : 87%).

Graphique 10. Type d'insécurité ressenti par les ménages parmi ceux se sentant en insécurité, par commune



Graphique 11. Proportion de ménages par type de restrictions rapportées parmi ceux indiquant avoir des restrictions de mouvements, par commune²⁵



²⁵ Parmi les ménages indiquant qu'ils ont fait face à des restrictions de mouvements au cours des 3 derniers mois précédant l'enquête.

Assistance humanitaire

La majorité des ménages ont rapporté ne pas avoir bénéficié d'aide humanitaire au cours des trois (3) mois précédant la collecte de données (Roseaux : 96% ; Pestel : 75% ; Beaumont : 78%). En effet, certains participants des groupes de discussion rapportent que l'aide est conditionnée aux grandes villes (1/12), ce qui pourrait expliquer le fait qu'au niveau de certaines sections communales, les ménages ont rapporté ne pas avoir bénéficié de l'aide.

Secteur de l'assistance

Parmi ceux qui ont reçu de l'assistance humanitaire sur la même période (n=49), 75% sur Roseaux, 92% sur Pestel et 67% sur Beaumont ont reçu de l'aide en nature (distribution, construction). Aussi, des aides en transfert monétaires et de Voucher ont été reçus également (25% sur Roseaux, 17% sur Pestel et 34% sur Beaumont). Toutefois, il convient de souligner qu'aucuns ménages de Roseaux ne rapportent avoir bénéficié de Voucher.

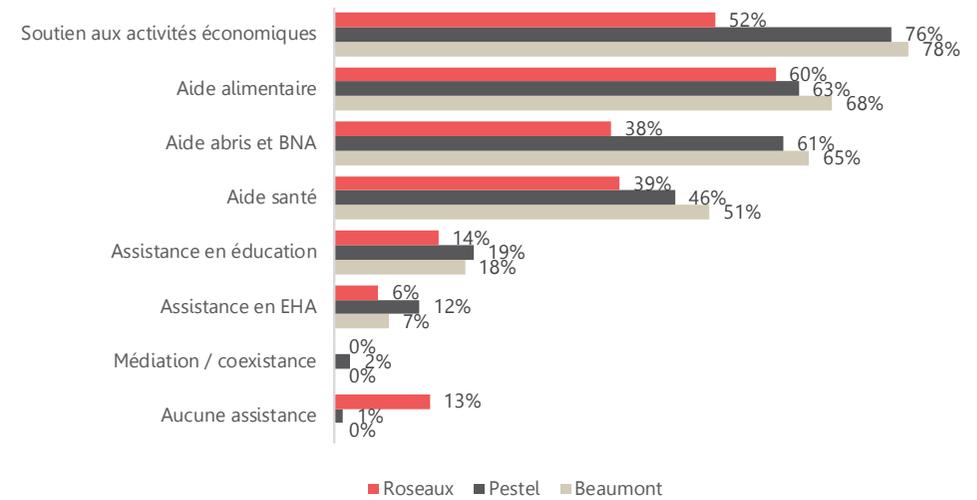
Type assistance humanitaire reçue par les ménages

En majorité, les aides reçues par les ménages concernent les abris et biens non alimentaires (Roseaux : 75% ; Pestel : 54% ; Beaumont : 48%) et les biens alimentaires (Roseaux : 25%, Pestel : 46% ; Beaumont : 38%). Dans une proportion plus faible, les ménages ont rapporté également avoir reçu une assistance en AGR (Activités Génératrices de Revenu) et en eau potable, hygiène et l'assainissement.

Satisfaction vis-à-vis de l'assistance

Globalement, les ménages qui ont reçu de l'assistance humanitaire sont satisfaits. En effet, 100% des ménages au niveau de la commune de Roseaux, 71% sur Pestel et 81% sur Beaumont rapportent qu'ils sont plutôt satisfaits ou très satisfaits de l'aide (n=49). Toutefois, 20% ont rapporté qu'ils ne sont pas satisfaits (plutôt pas ou très insatisfait) de l'assistance principalement en raison du fait qu'elle n'est pas appropriée aux besoins (Pestel : 67% ; Beaumont : 25%),

Graphique 12. Proportion de ménages par type d'assistance humanitaire



le fait que certains groupes sont perçus comme discriminés lors de la sélection des bénéficiaires (Pestel : 33% ; Beaumont : 25%) et par le fait que l'assistance ne touche pas les personnes les plus vulnérables (Beaumont 25%) ou que les points d'accès à l'assistance et aux distributions sont trop éloignées (Beaumont : 25%).

Les participants des groupes de discussion vont dans le même sens. En effet, ils ont également exprimé un sentiment d'insatisfaction vis-à-vis de l'aide reçue que

ce soit au niveau du processus de ciblage des bénéficiaires (5/12), que ce soit au niveau de distance à parcourir pour aller chercher de l'aide (1/12). En somme, ils ont rapporté que les gens de la communauté ne sont jamais impliqués dans les prises de décisions. Par exemple, ils ont rapporté que certains tronçons de route sont réhabilités à leur insu. Etant donné qu'ils ne sont pas consultés ou que certaines réalisations se font à leur insu, certaines fois l'assistance humanitaire ne correspond pas à leur besoin²⁶.

²⁶ Selon les participants au groupe de discussion au niveau de la section communale de Mouline (commune de Beaumont)

Conclusion



L'évaluation territoriale a permis d'avoir un panorama sur la situation humanitaire au niveau des trois communes évaluées, visant les besoins prioritaires ainsi que les défis qui y sont liés.

Face aux différents problèmes auxquels font face les communautés, les acteurs locaux (autorités locales, OCB) sont impuissants de répondre à leurs responsabilités et pour pouvoir venir en aide aux besoins de leurs communautés. Selon ce qu'a été rapporté par les IC, ils ne trouvent pas de support financier de l'Etat central pour exercer à bien leurs fonctions. Face aux récents chocs, les ONG internationales constituent pour eux une aide pour accomplir certaines activités dans leur commune.

Dans la gestion de réponse au séisme du 14 août 2021, les IC (issus des autorités locales et des organisations communautaires de base) ont rapporté que, de leur côté, il n'existe aucun plan de gestion de réponse au séisme et au relèvement de leur commune respective ou de plan d'action (même au niveau de la mairie, etc.) pour répondre aux besoins post-séisme.

Dans les espaces de concertations, il serait utile d'intégrer tous les acteurs (membres de la société civile, autorités locales, mairies, etc.) ainsi que les organisations humanitaires partenaires dans l'élaboration des plans de réponses et de relèvements pour chaque commune. D'après ce qu'a été rapporté par les IC, au niveau des trois communes, ils ne participent pas à des tables de concertations ou participent que lorsque les autorités étatiques le jugent nécessaire.

Au niveau des ménages, en terme de besoins humanitaires prioritaires, un soutien aux activités génératrices de revenu et une aide alimentaire s'avèrent nécessaire pour aider ces derniers à faire face aux récents chocs. Par ailleurs, selon les participants des groupes de discussion, l'agriculture qui était la principale source de revenu/nourriture des ménages est en forte baisse. Selon les IC, au niveau des trois communes, il y a un besoin de financement pour pouvoir implémenter des projets d'assainissement, ou dans le domaine de l'agriculture (accès à des crédits agricoles) et des projets de « Cash for work ».

Au niveau des abris, il y a une détérioration dans les conditions de logement. Par ailleurs, la majorité des participants des groupes de discussion ont rapporté qu'ils vivent dans ces conditions de logements difficiles, car leurs maisons, endommagées, sont recouvertes de bâches, ce qui ne leur garantissait pas la sécurité. Aussi, un IC au niveau de la commune de Roseaux a indiqué qu'il est urgent **d'identifier des espaces ou de construire un/des abris provisoire(s) en cas de catastrophes.**

Dans le domaine de l'éducation, malgré que la majorité des écoles soient fonctionnels, selon ce qu'a été rapporté par les IC, certaines difficultés demeurent. En effet, ces derniers ont invoqué des cas d'absences (ou abandon de poste) répétées des professeurs (dû à des arriérés de salaire) ou que les écoles sont endommagées. Au niveau des groupes de discussion, les participants ont aussi évoqué le niveau de 6ème/9ème année fondamentale, au niveau des trois communes, comme le plus élevé dans la majorité des écoles. Un manque de personnel d'enseignants qualifiés est aussi rapporté.

Au niveau sanitaire, il y a un manque d'accès à des soins convenables au sein des communautés. Par ailleurs, les participants des groupes de discussion ont évoqué des problèmes de manque de ressources humaines qualifiées et disponibles dans les centres de santé (absences de médecins et de personnels, surtout le weekend), un manque d'équipement ou d'entretien dans les centres de santé et un manque de soins disponibles tel que pour des blessures graves ou qu'il n'y a pas d'assistance pour les femmes enceintes. Aussi, d'autres problèmes de santé sont évoqués comme des cas de grattelles (démangeaison de la peau) au niveau de la commune de Roseaux. En ce sens, il s'avère nécessaire de mener une étude via les secteurs santé et eau potable, hygiène et assainissement pour mieux appréhender ce problème évoqué par les participants.

Enfin, des interventions concertées entre les acteurs humanitaires, les acteurs locaux et les populations des communes affectées s'avèrent un point clefs dans la phase de relèvement post-séisme.

